

<p>Maître d'ouvrage :</p> <p>MINISTERE DE L'INTERIEUR - PREFECTURE DE LA REGION MARTINIQUE</p> <p>Conducteur d'Opération :</p> <p>Direction d'infrastructure de la défense de Fort-de-France</p>
<p>Opération :</p> <p>CONSTRUCTION DU NOUVEL HOTEL DE POLICE DE FORT-DE-FRANCE</p> <p>Bld du Général de Gaulle - 97000 - FORT-DE-FRANCE</p>
<p>Maîtrise d'oeuvre :</p> <p>François MONNET - Gilles LE DRIAN - SPCA DERVAIN-VAN THE - architectes</p> <p>68 rue Hoche, 93170 BAGNOLET - Tél : 01 43 62 64 22 - Fax : 01 72 71 84 49</p> <p>Mobiles : MONNET : 06 71 57 59 12 / LE DRIAN : 06 08 53 66 18</p> <p>332 Le Vieux Moulin de Didier 97200 FORT-DE-FRANCE - Tél 0596 64 84 85 Fax 0596 64 69 56</p> <p>GRONTMIJ SECHAUD BOSSUYT : Bureau d'études</p> <p>Tour de Rosny2 – Av du Général de Gaulle - 93118 ROSNY SOUS BOIS CEDEX - Tél : 01 48 12 07 10 – Fax 01 48 12 07 01</p> <p>CETE Ingénierie</p> <p>Résidence Morne Vannier – Eole 2 - 97200 FORT DE FRANCE - Tel 0596 60 99 17 - Fax 0596 63 77 29</p> <p>Geoff ROOKE consultant parasismique</p> <p>Le Bas Lin, 44119 TREILLIERES - Tél/Fax : 02 51 82 62 48</p>

PHASE : DCE

3. ANNEXES AUX PIECES TECHNIQUES ECRITES

3.3 DOSSIER DE SECURITE INCENDIE

3.31 NOTICE DE SECURITE INCENDIE

1. BUREAUX

2. PARC DE STATIONNEMENT



Indice	Date	Mise à jour
-	12/03/13	Dossier initial
a	18/03/13	MàJ provisoire
b	22/04/13	MàJ APS
c	14/06/13	ERP MàJ Dossier de PC
d	19/06/13	ERP MàJ Dossier de PC final
e	04/11/13	ERP MàJ Dossier APD
f	31/07/14	ERP et PS MàJ Dossier PRO
g	30/09/14	MàJ Locaux à risque et numérotation LRP
h	03/02/15	Version DCE
i	16/03/15	MàJ DCE

<p>Maître d'ouvrage :</p> <p>MINISTERE DE L'INTERIEUR - PREFECTURE DE LA REGION MARTINIQUE</p> <p>Conducteur d'Opération :</p> <p>Direction d'infrastructure de la défense de Fort-de-France</p>
<p>Opération :</p> <p>CONSTRUCTION DU NOUVEL HOTEL DE POLICE DE FORT-DE-FRANCE</p> <p>Bld du Général de Gaulle - 97000 - FORT-DE-FRANCE</p>
<p>Maîtrise d'oeuvre :</p> <p>François MONNET - Gilles LE DRIAN - SCPA DERVAIN-VAN THE - architectes</p> <p>68 rue Hoche, 93170 BAGNOLET - Tél : 01 43 62 64 22 - Fax : 01 72 71 84 49</p> <p>Mobiles : MONNET : 06 71 57 59 12 / LE DRIAN : 06 08 53 66 18</p> <p>332 Le Vieux Moulin de Didier 97200 FORT-DE-FRANCE - Tél 0596 64 84 85 Fax 0596 64 69 56</p> <p>GRONTMIJ SECHAUD BOSSUYT : Bureau d'études</p> <p>Tour de Rosny2 – Av du Général de Gaulle - 93118 ROSNY SOUS BOIS CEDEX - Tél : 01 48 12 07 10 – Fax 01 48 12 07 01</p> <p>CETE Ingénierie</p> <p>Résidence Morne Vannier – Eole 2 - 97200 FORT DE FRANCE - Tel 0596 60 99 17 - Fax 0596 63 77 29</p> <p>Geoff ROOKE consultant parasismique</p> <p>Le Bas Lin, 44119 TREILLIERES - Tél/Fax : 02 51 82 62 48</p>

PHASE : DCE

3.31 NOTICE DE SECURITE INCENDIE

1. BUREAUX		
Arrêté du 22 juin 1990 modifié par l'arrêté du 21 mai 2008, du 26 juin 2008, du 7 juin 2010)		
Chapitre premier. - Dispositions générales		PE 1 à PE 4
Chapitre II. - Règles techniques		
Section I. - Constructions, dégagements, gaines		PE 5 à PE 12
Section II. - Aménagements intérieurs		PE 13
Section III. - Désenfumage		PE 14
Section IV. - Installations de cuisson		PE 15 à PE 19
Section V. - Chauffage, ventilation		PE 20 à PE 23
Section VI. - Installations électriques		PE 24
Section VII. - Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants		PE 25
Section VIII. - Moyens de secours		PE 26 et PE 27
LISTE DES PRODUITS DANGEREUX		

Indice	Mise à jour	Nature
-	12/03/13	Dossier initial - provisoire
a	18/03/13	M à J Dossier initial - provisoire
b	22/04/13	M à J - APS : Isolement / catégorie SSI / Produits dangereux
c	14/06/13	M à J - Dossier PC : PE2 Effectif programmé
d	19/06/13	MàJ Dossier de PC final - Locaux à risque - Catégorie SSI
e	04/11/13	MàJ APD
f	31/07/14	MàJ Dossier PRO : Locaux à risque
g	30/09/14	MàJ Locaux à risque et numérotation LRP
h	03/02/15	Version DCE
i	16/03/15	MàJ DCE : PE11 complété par CT- suppression référence à CO24 PE12 complété par CT.

LIVRE III Dispositions applicables aux établissements de 5e catégorie (Arr. du 22 juin 1990 modifié par l'arrêté du 21 mai 2008, du 26 juin 2008, du 7 juin 2010)				DISPOSITIONS PREVUES : BUREAUX	
CHAPITRE I Dispositions générales					
Art. PE 1 - Objet. — Textes applicables – 1 - Le présent livre complète les dispositions du livre Ier du règlement de sécurité. Il fixe les prescriptions applicables aux établissements classés dans le deuxième groupe, visé à l'article GN 1 §2 a. Les dispositions du livre II ne sont pas applicables sauf celles relevant d'articles expressément mentionnés dans la suite du présent livre. 2 - Les chapitres I ^{er} et II du présent livre comprennent les prescriptions communes applicables à tous les établissements de 5 ^e catégorie. Ils sont complétés par les chapitres III, IV, V et VI qui comprennent les prescriptions particulières applicables à certains types d'établissement.					
Art. GN 1 <i>§2a - Classement des établissements</i> <i>En outre, pour l'application du règlement de sécurité, les établissements recevant du public sont classés en deux groupes :</i> <i>* le premier groupe comprend les établissements de 1re, 2e, 3e et 4e catégories ;</i> <i>* le deuxième groupe comprend les établissements de la 5e catégorie.</i> <i>§2b) L'effectif des personnes admises est déterminé suivant les dispositions particulières à chaque type d'établissement. Il comprend :</i> <i>D'une part, l'effectif des personnes constituant le public ;</i> <i>D'autre part, l'effectif des autres personnes se trouvant à un titre quelconque dans les locaux accessibles ou non au public et ne disposant pas de dégagements indépendants de ceux mis à la disposition du public.</i> <i>Toutefois, pour les établissements de 5e catégorie, ce dernier effectif n'intervient pas pour le classement.</i> Commentaire de la CCS (Commission Centrale de Sécurité) <i>L'effectif des autres personnes qui doivent utiliser les dégagements du public n'intervient pas pour le classement, mais il y aura lieu d'en tenir compte pour le calcul des dégagements.</i>				L'effectif programmé pour la capacité des locaux est de 512 dont il faut déduire 280 personnes (capacité des vestiaires) soit un effectif total du personnel de 232. <u>L'effectif simultané du personnel est estimé à 150 personnes.</u> Conformément à l'article GN1 §2b ci-contre, cet effectif n'intervient pas pour le classement de l'établissement, mais il en est tenu compte pour le calcul des dégagements. L'effectif simultané maximum du public est estimé à : * Hall d'accueil et visiteurs accompagnés dans les services : 50 personnes * Effectif maximum des personnes en garde-à-vue : 14 cellules individuelles + 2 cellules collectives (4 pers) : 22 personnes <u>Soit un total de 72 personnes</u> , largement inférieur à 100 personnes en étage ou 200 au total.	
Art. PE 2 – Établissements assujettis (Arr. 16 juill. 2007, art. 2). NDLR: entrée en vigueur: le 6 mars 2008 § 1. Les établissements de cinquième catégorie visés à l'article précédent sont les établissements recevant du public dans lesquels l'effectif du public admis est inférieur aux nombres fixés pour chaque type d'exploitation dans le tableau ci-après.				Selon ces effectifs (à confirmer par le chef d'établissement) <u>l'établissement est classé ERP 5e catégorie de type W.</u>	
Type	Nature de l'exploitation	Seuils du 1 ^{er} groupe			
		Sous-sol	Étages	Ensemble des niveaux	
W	Administrations, banques, bureaux	100	100	200	
Art. PE 3 - Calcul de l'effectif – 1 - L'effectif théorique du public admis est déterminé suivant le mode de calcul propre à chaque type d'activité fixé dans le titre II du livre II et dans le livre IV. 2 - Pour la détermination de la catégorie, il n'est pas tenu compte de l'effectif du personnel, même si ce dernier ne dispose pas de dégagements indépendants.					
Art. PE 4 - Vérifications techniques –				Concerne l'utilisateur, après réception des ouvrages	

LIVRE III Dispositions applicables aux établissements de 5e catégorie (Arr. du 22 juin 1990 modifié par l'arrêté du 21 mai 2008, du 26 juin 2008, du 7 juin 2010)	DISPOSITIONS PREVUES : BUREAUX
CHAPITRE II Règles techniques	
SECTION I Construction, dégagements, gaines	
Art. PE 5 - Structures, patios et puits de lumière - (Arr. 23 déc. 1996, art. 3) (Entrée en vigueur : le 10 avril 1997 Arr. 23 déc. 1996, art. 4). 1 - Les établissements occupant entièrement le bâtiment dont le plancher bas de l'étage le plus élevé est situé à plus de 8 mètres du niveau d'accès des sapeurs-pompiers doivent avoir une structure stable au feu de degré 1 heure et des planchers coupe-feu de même degré.	<i>Plancher bas du dernier niveau (R+4) à 14,60m de la cour de service (niveau d'accès des sapeurs-pompiers) : STRUCTURE SF 1H</i>
Art. PE 6 - Isolement. — Parc de stationnement – 1 - Les établissements doivent être isolés de tous bâtiments ou locaux occupés par des tiers par des murs et des planchers coupe-feu de degré 1 heure. Une porte d'intercommunication peut être aménagée sous réserve d'être coupe-feu de degré 1/2 heure et munie d'un ferme-porte. <i>CO 7.§4 : § 4. Lorsque les plans des façades de l'établissement recevant du public et du tiers contigu forment entre eux un dièdre inférieur à 135°, une bande d'isolement verticale PF de degré une demi-heure de deux mètres de largeur doit être réalisée le long de l'arête de ce dièdre. Toutefois la largeur de cette bande d'isolement peut être réduite à un mètre s'il existe déjà un tel isolement sur le tiers contigu.</i> Les dispositions sont aggravées si une autre réglementation impose un degré d'isolement supérieur.	<i>Pari séparative entre le HP et (la Caisse d'Epargne au Nord-Ouest : béton CF 1H au minimum</i> <i>Bien que non expressément prescrit dans les règles PE, il est fait application de l'article CO 7 §4 :</i> <i>* A l'angle de la façade Nord du collège avec le parc de stationnement</i> <i>* A l'angle des façades bureaux / parking au droit des terrasses de communication à l'air libre à chaque étage.</i>
2 - Deux établissements distants de 5 mètres au moins, ou respectant les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, sont considérés comme autant d'établissements distincts pour l'application du présent livre. Ces dispositions ne sont pas exigées lorsque l'établissement est séparé du bâtiment tiers selon les modalités prévues à l'article <i>CO 8§2</i> .	<i>Sans objet</i>
<i>CO 8 § 2. Les dispositions du paragraphe 1 ne sont pas exigées lorsque l'établissement est séparé du bâtiment tiers par une aire libre de 4 mètres de large au moins et répond simultanément aux conditions suivantes :</i> <i>- le plancher bas du niveau le plus haut accessible au public est à moins de 8 mètres du sol ;</i> <i>- il ne comporte pas par destination de locaux réservés au sommeil au-dessus du premier étage.</i>	<i>Sans objet</i> <i>Sans objet</i>
3 - Si la façade non aveugle d'un bâtiment tiers domine la couverture de l'établissement, cette dernière doit être réalisée en éléments de construction pare-flammes de degré 1/2 heure sur une distance de 2 mètres mesurés horizontalement à partir de cette façade.	<i>Sans objet</i>
4 - (Arr. 9 mai 2006, art. 1 ^{er}) NDLR: entrée en vigueur: ces dispositions sont applicables à compter du 1er juillet 2006 aux parcs de stationnement pouvant recevoir plus de 1 000 véhicules, et à compter du 8 juillet 2006 aux autres parcs	<i>Sans objet</i>
Les intercommunications éventuelles réalisées entre un établissement du deuxième groupe (ERP 5è cat.) et un établissement de type PS sont assujetties aux dispositions de l'article <i>PS 8, § 4</i> . <i>PS 8 § 4. Intercommunication avec un local ou établissement abritant une autre activité ou exploité par un tiers :</i> <i>– les intercommunications éventuellement aménagées dans les murs ou parois sont réalisées par un sas d'une surface minimale de 3 mètres carrés avec une largeur d'au moins 0,90 mètre. Leurs parois ont le même degré de résistance au feu que les murs ou parois traversés. Le sas dispose de deux portes uniquement, situées aux extrémités du sas, pare-flammes de degré 1/2 heure, équipées chacune d'un ferme-porte ou E 30-C, et s'ouvrant toutes les deux vers l'intérieur. Lorsque ces sas sont susceptibles d'être empruntés par des personnes à mobilité réduite, leur surface minimale est de 5 mètres carrés. La largeur de ces sas et celle des circulations les reliant aux places de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite sont d'au moins 1,50 mètre.</i> <i>Tout autre dispositif est autorisé après avis de la commission de sécurité compétente. Un sas ne contient ni dépôt de matériel ni armoire ou tableau électrique.</i>	<i>Intercommunication avec le parc de stationnement :</i> <i>RdC : pas d'intercommunication. Liaison avec le parc par la cour de service à l'air libre</i> <i>ETAGES : intercommunication par une terrasse à l'air libre de 4,70m de largeur et d'une surface supérieure ou égale à 14m2.</i>

<p style="text-align: center;">LIVRE III</p> <p style="text-align: center;">Dispositions applicables aux établissements de 5e catégorie (Arr. du 22 juin 1990 modifié par l'arrêté du 21 mai 2008, du 26 juin 2008, du 7 juin 2010)</p>	<p style="text-align: center;">DISPOSITIONS PREVUES : BUREAUX</p>
<p>Art. PE 7 - Accès des secours - Conformément aux dispositions de l'article R. 123-4 du Code de la construction et de l'habitation, les établissements doivent être facilement accessibles, de l'extérieur, aux services de secours et de lutte contre l'incendie.</p> <p>Si le plancher bas de l'étage le plus élevé est situé à plus de 8 mètres du niveau d'accès des sapeurs-pompiers, l'établissement doit avoir une façade comportant des baies accessibles aux échelles aériennes selon les dispositions prévues aux articles CO 2 §1 et 2 et CO 3§2 et 3, premier alinéa. Ces baies doivent ouvrir sur des circulations horizontales communes ou sur des locaux accessibles au public.</p> <p>Art. CO 2 - Voie utilisable par les engins de secours et espace libre -</p> <p><i>1 - (Arr. 23 janv. 2004, art. 1er) Entrée en vigueur : le 22 mai 2004 Voie utilisable par les engins de secours (en abrégé voie engins) : voie, d'une largeur minimale de 8 mètres, comportant une chaussée répondant aux caractéristiques suivantes, quel que soit le sens de la circulation suivant lequel elle est abordée à partir de la voie publique :</i></p> <p><i>Largeur, bandes réservées au stationnement exclues :</i></p> <p><i>3 mètres pour une voie dont la largeur exigée est comprise entre 8 et 12 mètres ;</i></p> <p><i>6 mètres pour une voie dont la largeur exigée est égale ou supérieure à 12 mètres.</i></p> <p><i>Toutefois, sur une longueur inférieure à 20 mètres, la largeur de la chaussée peut être réduite à 3 mètres et les accotements supprimés, sauf dans les sections de voies utilisables pour la mise en station des échelles aériennes définies au paragraphe 2 ci-dessous.</i></p>	<p><i>L'accès des secours est prévu par le passage desservant la rue Felix Eboué fermé par un portail coulissant manœuvrable 24h/24 depuis le local Chef de Poste.</i></p> <p><i>Ce passage conduit à la cour de service qui permet aux échelles aériennes l'accès aux façades Sud et Est du bâtiment par des baies ouvrant à chaque étage sur des circulations communes ou sur des locaux accessibles au public.</i></p> <p><i>Conforme : voir le schéma sur le plan de sécurité-incendie du RdCh.</i></p> <p><i>A noter que le départ des engins de secours est possible, sans retournement, par l'issue de secours de l'hotel de police sur la rue Jacques Cazotte, desservie par l'allée de circulation du niveau bas du parc de stationnement. (voir le schéma sur le plan de sécurité-incendie du RdCh.)</i></p>
<p><i>Force portante calculée pour un véhicule de 160 kilonewtons avec un maximum de 90 kilonewtons par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au (Arr. 10 oct. 2005, art. 1^{er}) Entrée en vigueur: le 1^{er} mars 2006 Résistance au poinçonnement : 80 N/cm² sur une surface minimale de 0,20 m².</i></p> <p><i>Rayon intérieur minimal R : 11 mètres.</i></p> <p><i>Surlargeur</i></p> <p><i>S = 15 / R dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres.</i></p> <p><i>(S et R, surlargeur et rayon intérieur, étant exprimés en mètres.)</i></p> <p><i>Hauteur libre : 3,50 mètres.</i></p> <p><i>Pente inférieure à 15 %.</i></p> <p><i>2 - (Arr. 23 janv. 2004, art. 1er) Entrée en vigueur : le 22 mai 2004 Section de voie utilisable pour la mise en station des échelles aériennes (en abrégé voie échelle) :</i></p> <p><i>Partie de voie utilisable par les engins de secours dont les caractéristiques ci-dessus sont complétées et modifiées comme suit :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>— la longueur minimale est de 10 mètres ;</i> <i>— la largeur libre minimale de la chaussée est portée à 4 mètres ;</i> <i>— la pente maximale est ramenée à 10 % ;</i> <i>— la disposition par rapport à la façade desservie permet aux échelles aériennes d'atteindre un point d'accès (balcons, coursives, etc.), à partir duquel les sapeurs-pompiers doivent pouvoir atteindre toutes les baies de cette façade, la distance maximale entre deux points d'accès ne devant jamais excéder 20 mètres.</i> <p><i>Si cette section de voie n'est pas sur la voie publique, elle doit lui être raccordée par une voie utilisable par les engins de secours.</i></p> <p><i>Lorsque cette section est en impasse, sa largeur minimale est portée à 10 mètres, avec une chaussée libre de stationnement de 7 mètres de large au moins.</i></p>	<p><i>Conforme : voir le schéma sur le plan de sécurité-incendie du RdCh.</i></p>

<p style="text-align: center;">LIVRE III</p> <p style="text-align: center;">Dispositions applicables aux établissements de 5e catégorie (Arr. du 22 juin 1990 modifié par l'arrêté du 21 mai 2008, du 26 juin 2008, du 7 juin 2010)</p>	<p style="text-align: center;"><i>DISPOSITIONS PREVUES : BUREAUX</i></p>
<p>Article CO 3 - Façade et baie accessibles <i>Modifié par Arrêté du 12 juin 1995 - art. Annexe, v. init.</i></p> <p><i>§ 1. Chaque bâtiment, en fonction de sa hauteur et de l'effectif du public reçu, doit avoir une ou plusieurs façades accessibles, desservies chacune par une voie ou un espace libre suivant les conditions fixées aux articles CO 1 (§ 3), CO 4 et CO 5.</i></p> <p><i>§ 2. Façade accessible : façade permettant aux services de secours d'intervenir à tous les niveaux recevant du public.</i> <i>Elle comporte au moins une sortie normale au niveau d'accès du bâtiment et des baies accessibles à chacun de ses niveaux.</i></p> <p><i>§ 3. Baie accessible : toute baie ouvrante permettant d'accéder à un niveau recevant du public et présentant les dimensions minimales suivantes :</i></p> <p><i>- hauteur : 1,30 mètre ;</i> <i>- largeur : 0,90 mètre.</i></p> <p><i>Les façades aveugles ou munies de châssis fixes, qui font partie du nombre de façades accessibles exigées, doivent être munies de baies accessibles répondant aux caractéristiques suivantes :</i></p> <p><i>- hauteur : 1,80 mètre au minimum ;</i> <i>- largeur : 0,90 mètre au minimum ;</i> <i>- distance entre baies successives situées au même niveau : de 10 à 20 mètres ;</i> <i>- distances minimales de 4 mètres mesurées en projection horizontale entre les baies d'un niveau et celles des niveaux situées immédiatement en dessus et en dessous ;</i> <i>- les panneaux d'obturation ou les châssis doivent pouvoir s'ouvrir et demeurer toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils doivent être aisément repérables de l'extérieur par les services de secours.</i></p>	<p><i>Les articles CO 4 et CO 5 ne concernent pas les ERP de 5^e catégorie.</i></p> <p><i>Conforme : voir le schéma sur le plan de sécurité-incendie du RdCh.</i></p> <p><i>Conforme : voir le schéma sur le plan de sécurité-incendie du RdCh.</i></p> <p><i>Ces baies sont accessibles, soit directement par les échelles des sapeurs-pompiers, soit par les galeries qui longent certaines façades.</i></p>
<p>Art. PE 8 - Enfouissement - Les dispositions des articles CO 39§1 et CO 40 sont applicables.</p>	<p><i>Sans objet</i></p>

LIVRE III Dispositions applicables aux établissements de 5e catégorie (Arr. du 22 juin 1990 modifié par l'arrêté du 21 mai 2008, du 26 juin 2008, du 7 juin 2010)							DISPOSITIONS PREVUES : BUREAUX						
Art. PE 9 - Locaux présentant des risques particuliers (Arr. 10 oct. 2005, art. 1er) NDLR: entrée en vigueur: le 1er mars 2006.													
1 - Les locaux présentant des risques particuliers d'incendie associés à un potentiel calorifique important doivent être isolés des locaux et des dégagements accessibles au public dans les mêmes conditions que pour les tiers, conformément aux dispositions de l'article PE 6§1.													
Rappel PE6 §1 - Isolement par murs et planchers coupe-feu de degré 1 heure. Porte coupe-feu de degré 1/2 heure et munie d'un ferme-porte.													
Sont notamment considérés comme locaux à risques particuliers les locaux réceptacles des vide-ordures, les locaux d'extraction de la VMC inversée, les locaux contenant des groupes électrogènes, les postes de livraison et de transformation, les cellules à haute tension, les dépôts d'archives et les réserves.													
Tableau des LRP : En rouge, les locaux non classifiés LRP par les règles PE et nécessitant, sur demande du Maître d'ouvrage, une sécurité renforcée.													
Locaux à risques particuliers						Observations		Locaux à risques particuliers					Observations
Niv	N° Local	Fiche Type	Service	Intitulé				Niv	N° Local	Fiche Type	Service	Intitulé	
0	012	33	A-DDSP	Secrétariat OMP	Local archives			2	241	09	A-DDSP	Laboratoire physico-chimie	
0	037	28A	A-DDSP	Lovaux de sûreté	Circulation intérieure GAV			2	242	09	A-DDSP	Labo séchage des vêtements	
0	023	08	A-DDSP	Stockage DDSP	Stockage matériel intervention			2	243	33	A-DDSP	Local archives	
0	035a	03	A-DDSP		Bureau logistique bureau matériel			2	239	33	A-DDSP	Local archives judiciaires	
0	035b	20	A-DDSP		Local logistique magasin			2	236	13	A-DDSP	Salle technique	
0	024a	32	A-DDSP	Armurerie	Sas de l'armurerie	DI cf. progr. Pg 122	Parois en béton armé ép. 15cm	2	233		E-LOCAUX COMMUNS	Local groupe electrogène	
0	024b	32	A-DDSP	Armurerie	Bureau gestionnaire armement			2	226	10	A-DDSP	Local scellés	
0	024c	32	A-DDSP	Armurerie	Stockage munitions								
0	024d	32	A-DDSP	Armurerie	Stockage grenades								
0	024e	32	A-DDSP	Armurerie	Stockage d'armes			3	316	17	A-DDSP	Local technique radio télécommunication	
0	024f	32	A-DDSP	Armurerie	Stockage matériel protection			3	320	22	E-LOCAUX COMMUNS	Local répartiteur général	
0	053		E-LOCAUX COMMUNS		Cuve groupe électrogène			3	324a	09	B-DIPJ	Laboratoire physico-chimie	
0	055		E-LOCAUX COMMUNS		Local poubelles			3	324b	0	B-DIPJ	Labo séchage des vêtements	
0	057a	42	E-LOCAUX COMMUNS		Stockage mobilier / matériel			3	333	33	B-DIPJ	Archives	
0	058	41	E-LOCAUX COMMUNS		Stockage multitechnique			3	334	22	B-DIPJ	Salle serveur / Local technique informatique	
								3	339	10	B-DIPJ	Local de stockage provisoire des scellés	
								3	340		B-DIPJ	Magasin et armement	
								3	347		E-LOCAUX COMMUNS	Local ventilation	
1	112	33	A-DDSP		Archives/documentation			4	409	33	C-DRSI	Archives	
1	157		E-LOCAUX COMMUNS		Sasa locaux techniques			4	411	22	C-DRSI	Salle serveur	
1	158		E-LOCAUX COMMUNS		Local Onduleurs TGO			4	416	Cf.	D-GIC	Local technique	
1	159		E-		Local TRANSFO			4	417	Cf.	D-GIC	Salle d'exploitation	
1	160		E-		Local TGBT			4	420	22	A-DDSP	Local serveur	
								4	422		A-DDSP	Stockage informatique	
								4	432	33	A-DDSP	Local de stockage dossiers agents	
								4	450		E-LOCAUX COMMUNS	Local ventilation salle de sports	
2 - Les locaux de stockage de butane et de propane commerciaux qui n'ont pas une face ouverte sur l'extérieur sont considérés comme des locaux à risques particuliers.								Sans objet					

<p style="text-align: center;">LIVRE III</p> <p style="text-align: center;">Dispositions applicables aux établissements de 5e catégorie (Arr. du 22 juin 1990 modifié par l'arrêté du 21 mai 2008, du 26 juin 2008, du 7 juin 2010)</p>	<p style="text-align: center;">DISPOSITIONS PREVUES : BUREAUX</p>
Art. PE 10 –	
<p>A - Stockage et utilisation de récipients contenant des hydrocarbures –</p> <p>1 - (Arr. 23 janv. 2004, art. 1^{er}). (NDLR : entrée en vigueur : le 22 mai 2004 Arr. 23 janv. 2004, art. 2) Les stockages d'hydrocarbures liquéfiés contenus dans des récipients mobiles non branchés, destinés à la vente, et non assujettis à la législation relative aux installations classées sont soumis aux dispositions des articles M 39 et M 50-1.</p>	Sans objet
<p>Art. M39 - Hydrocarbures liquéfiés et aérosols</p> <p>§ 1. Par dérogation aux dispositions de l'article GZ 8, les bouteilles de butane peuvent être admises dans les locaux accessibles au public, sous réserve que leur capacité unitaire soit limitée à 3 kilogrammes et le poids total, par point de vente, à 25 kilogrammes ; cette dernière limite est portée à 100 kilogrammes dans les locaux protégés par (Arrêté du 12 octobre 2006) « un système d'extinction automatique du type sprinkleur ».</p> <p>§ 2. La capacité unitaire des récipients d'aérosols est limitée à un litre quel que soit l'agent propulseur.</p>	<p>Sans objet</p> <p>Voir liste des produits dangereux en annexe</p>
<p>Art. M50-1 (Arrêté du 23 janvier 2004) Dépôts et réserves de produits dangereux intégrés dans les bâtiments accessibles au public</p> <p>§ 1. Les dépôts et réserves de produits dangereux visés à la section X du présent chapitre doivent être aménagés de préférence aux étages supérieurs, dans des locaux répondant aux dispositions de l'article CO 28§1.</p> <p>2 - (Arr. 23 déc. 1996, art. 3). (Entrée en vigueur : le 10 avril 1997 Arr. 23 déc. 1996, art. 4). Les stockages d'hydrocarbures liquéfiés contenus dans des récipients mobiles branchés ou non, destinés à l'utilisation, sont soumis aux dispositions des articles GZ 4 à GZ 8.</p> <p>3 - (Arr. 23 janv. 2004, art. 1er). (NDLR : entrée en vigueur : le 22 mai 2004 Arr. 23 janv. 2004, art. 2) Les stockages d'hydrocarbures liquéfiés en réservoirs ou conteneurs fixes sont soumis aux dispositions des articles GZ 4 à GZ 6.</p>	<p>Conforme</p> <p>Sans objet</p> <p>Voir GZ 4 à GZ 6</p>
<p>Art. GZ 4 - (Arr. 23 janv. 2004, art. 1). (NDLR : entrée en vigueur : le 22 mai 2004 Arr. 23 janv. 2004, art. 2) Types de stockages –</p> <p>1 - Les stockages d'hydrocarbures liquéfiés, destinés à l'établissement, en utilisation ou non, qu'ils soient constitués de récipients fixes ou de récipients mobiles tels que définis au § 2 ci-après, doivent être aménagés conformément aux dispositions de la présente section.</p> <p>2 - On entend par :</p> <ul style="list-style-type: none"> — récipients mobiles (bouteilles ou conteneurs) : les récipients dont l'emballage est effectué en dehors de leurs emplacement de stockage dans des dépôts spécialisés. — Cette catégorie de récipients comprend, d'une part, les bouteilles, qui peuvent être déplacées manuellement et, d'autre part, les conteneurs qui ne peuvent être déplacés qu'à l'aide d'un engin de manutention ; — récipients fixes (réservoirs) : les récipients disposant d'organes de sécurité et dont l'emballage s'effectue sur le lieu même de leur implantation à partir d'engins ravitailleurs spécialisés. 	<p>Sans objet</p> <p>Sans objet</p> <p>Cuve à fioul semi-enterrée 10.000 l au droit du bloc des locaux techniques (côté Caisse d'Epargne)</p>
<p>Art. GZ 5 - (Arr. 23 janv. 2004, art. 1). (NDLR : entrée en vigueur : le 22 mai 2004 Arr. 23 janv. 2004, art. 2) Généralités –</p> <p>1 - L'accès au local ou à l'emplacement de stockage doit être facile et à l'écart des dégagements accessibles au public.</p> <p>2 - Les récipients mobiles ne doivent pas être placés dans des conditions susceptibles de les porter à une température dépassant 50°C. Toute disposition doit être prise pour permettre l'évacuation rapide des bouteilles, pleines ou vides, en cas d'incendie à proximité</p> <p>3 - Le changement et le raccordement des récipients doivent s'effectuer hors de la présence du public.</p> <p>4 - En attendant leur enlèvement et lorsqu'elles sont déconnectées de l'installation de distribution, les bouteilles vides doivent être placées, robinet fermé, à l'extérieur des bâtiments.</p>	<p>Conforme : ravitaillement de la cuve à fioul par un espace dédié hors d'accès au public.</p> <p>Sans objet</p> <p>Conforme : ravitaillement de la cuve à fioul par un espace dédié hors d'accès au public.</p> <p>Sans objet</p>

<p style="text-align: center;">LIVRE III Dispositions applicables aux établissements de 5e catégorie (Arr. du 22 juin 1990 modifié par l'arrêté du 21 mai 2008, du 26 juin 2008, du 7 juin 2010)</p>	<p style="text-align: center;">DISPOSITIONS PREVUES : BUREAUX</p>
<p>Art. GZ 6 - (Arr. 23 janv. 2004, art. 1). (NDLR : entrée en vigueur : le 22 mai 2004 Arr. 23 janv. 2004, art. 2) Règles d'implantation des stockages –</p> <p><i>1 - En fonction de leur capacité globale (somme des capacités nominales des récipients), les stockages d'hydrocarbures liquéfiés en récipients fixes ou conteneurs doivent être réalisés conformément aux conditions techniques minimales prévues par :</i></p> <p>— l'arrêté du 9 novembre 1972 modifié relatif aux règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquéfiés lorsque la contenance globale du dépôt est supérieure ou égale à 50 tonnes pour les dépôts en récipients fixes et les conteneurs ;</p> <p>— l'arrêté-type 211 (nouvelle rubrique 1412) relatif aux dépôts de gaz combustibles liquéfiés, pris en application de la loi relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, lorsque la contenance globale du dépôt est supérieure à 6 tonnes et inférieure à 50 tonnes pour les dépôts en récipients fixes et les conteneurs ;</p> <p>— l'arrêté du 30 juillet 1979 modifié relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux stockages fixes d'hydrocarbures liquéfiés non soumis à la législation des installations classées ou des établissements recevant du public pour les stockages fixes composés de réservoirs ou de conteneurs dont la contenance globale est inférieure ou égale à 6 tonnes.</p> <p><i>2 - La capacité globale du stockage, en bouteilles, doit être limitée, par établissement recevant du public, à la somme des capacités nominales des bouteilles suivante :</i></p> <p>— 1 400 kilogrammes pour le propane ;</p> <p>— 520 kilogrammes pour le butane.</p>	<p><i>Sans objet</i></p> <p><i>Sans objet</i></p> <p><i>Sans objet</i></p> <p><i>Sans objet</i></p> <p><i>Sans objet</i></p> <p><i>Sans objet</i></p>
<p>Art. GZ 7 - (Arr. 23 janv. 2004, art. 1). (NDLR : entrée en vigueur : le 22 mai 2004 Arr. 23 janv. 2004, art. 2) Règles particulières pour le stockage de bouteilles de propane commercial –</p>	<p><i>Sans objet</i></p>
<p>Art. GZ 8 - (Arr. 23 janv. 2004, art. 1). (NDLR : entrée en vigueur : le 22 mai 2004 Arr. 23 janv. 2004, art. 2). Règles particulières pour le stockage des bouteilles de butane commercial –</p>	<p><i>Sans objet</i></p>
<p>Art. PE 11 - Dégagements –</p> <p>1 - Les dégagements (portes, couloirs, circulations, escaliers, rampes) doivent permettre l'évacuation rapide et sûre de l'établissement ; en particulier, aucun dépôt, aucun matériel, aucun objet ne doit faire obstacle à la circulation des personnes.</p> <p>Les escaliers desservant les étages doivent être continus jusqu'au niveau permettant l'évacuation vers l'extérieur.</p> <p>Lorsque l'établissement occupe entièrement le bâtiment, les escaliers doivent être protégés si la hauteur du plancher bas accessible au public est à plus de 8 mètres du sol, sauf dans le cas des escaliers monumentaux, autorisés dans les conditions prévues à l'article CO 52§3a dans le cas général.</p> <p>Dans le cas particulier des immeubles à usage de bureaux, l'absence de protection des escaliers est admise dans les seuls cas suivants :</p> <p>— pour tous les escaliers, si l'établissement ne comporte que trois niveaux dont un rez-de-chaussée, les locaux à risques particuliers ne devant pas être en communication directe avec les volumes accessibles au public ;</p> <p>— pour un seul escalier monumental situé dans un hall qui ne dessert que des niveaux s'ouvrant sur ce hall. Dans ce cas, le volume du hall doit être isolé des autres parties du bâtiment, conformément aux dispositions de l'article CO 24.</p>	<p><i>Conforme</i></p> <p><i>Conforme</i></p> <p><i>Conforme</i></p> <p><i>Sans objet</i></p> <p><i>Sans objet</i></p> <p><i>Sans objet</i></p>
<p>CODE DU TRAVAIL - Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R. 235-4-8 et R. 235-4-15 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail. (Consolidé 24/05/2014)</p>	
<p>Article 6 Modifié par Arrêté 1998-09-10 art. 1 JORF 22 septembre 1998</p>	
<p>I. - Cloisonnement traditionnel :</p>	<p>PAROIS ET PORTES</p>
<p>a) Les parois verticales doivent être au moins :</p> <p>- coupe-feu de degré une heure entre les locaux et les dégagements ;</p> <p>- pare-flamme de degré une demi-heure entre les locaux sans risques particuliers ; toutefois cette disposition n'est pas exigée à l'intérieur d'un ensemble de locaux contigus qui ne dépasse pas 300 mètres carrés au même niveau, à condition qu'il n'y ait aucun local réservé au sommeil ;</p> <p>b) Les blocs-portes et les éléments verriers des baies équipant les parois verticales doivent être au moins pare-flamme de degré une demi-heure ;</p>	<p><i>Parois entre locaux à risque courant et dégagements : CF 1H avec portes PF 1/2H.</i></p> <p><i>Impostes vitrées PF 1/2H.</i></p> <p><i>Parois et portes entre locaux à risque courant à l'intérieur d'un ensemble <= à 300m2 : pas de résistance au feu particulière</i></p>
<p>c) Les circulations horizontales de grande longueur enclouonnées doivent être recoupées au moins tous les 30 mètres par des parois et des blocs-portes en va-et-vient au moins pare-flammes de degré une demi-heure munis de ferme-portes ;</p>	<p><i>Les circulations horizontales sont recoupées tous les 25 à 30 m :</i></p> <p><i>* soit par des portes contrôlées d'accès aux services ouvrant dans le sens de l'évacuation</i></p> <p><i>* soit par des portes de recoupement en va-et-vient avec oculus, ces portes étant PF 1/2H avec ferme-portes.</i></p>

<p>LIVRE III</p> <p>Dispositions applicables aux établissements de 5e catégorie</p> <p>(Arr. du 22 juin 1990 modifié par l'arrêté du 21 mai 2008, du 26 juin 2008, du 7 juin 2010)</p>	<p>DISPOSITIONS PREVUES : BUREAUX</p>
<p>2 - Toutes les portes permettant au public d'évacuer un local ou un établissement doivent pouvoir s'ouvrir par une manœuvre simple.</p> <p>Toute porte verrouillée doit pouvoir être manœuvrable, de l'intérieur, dans les mêmes conditions.</p> <p>Les blocs-portes doivent respecter les caractéristiques de l'article CO 44.</p> <p>Art. CO 44 - Caractéristiques des blocs-portes -</p> <p><i>1 - La largeur de passage offerte par une porte doit être au moins égale à l'une de celles définies aux articles CO 36 et CO 38 avec une tolérance négative de 5 %.</i></p> <p><i>2 - Les portes en va-et-vient doivent comporter une partie vitrée à hauteur de vue.</i></p> <p><i>3 - Les vitrages des portes doivent être transparents ; les couleurs rouge et orange étant interdites.</i></p> <p><i>4 - Les blocs-portes résistant au feu possédant deux vantaux et équipés de ferme-portes doivent être munis d'un dispositif permettant d'assurer la fermeture complète de ces vantaux.</i></p>	<p><i>Conforme</i></p> <p><i>Les portes contrôlées sont équipées d'un dispositif de déverrouillage manuel (boîtier vert) gérées par l'Unité de Gestion des Issues de Secours (UGIS)</i></p> <p><i>Conforme</i></p> <p><i>Conforme</i></p> <p><i>Conforme</i></p>
<p>Art. CO 48 - Portes de types spéciaux -</p>	<p>SAS D'ACCES DU PUBLIC A RdC</p> <p><i>Le sas d'accès du public est un ouvrage sécurisé (parois en acier, vitrage pare-balle) équipé de 2 portes de 1 UP ouvrant à l'intérieur du sas et déverrouillées sur commande par le personnel d'accueil ou le chef de poste.</i></p> <p><i>Pour la sortie, les portes sont équipées d'un dispositif de déverrouillage manuel (boîtier vert) gérées par l'UGIS.</i></p>

LIVRE III Dispositions applicables aux établissements de 5e catégorie (Arr. du 22 juin 1990 modifié par l'arrêté du 21 mai 2008, du 26 juin 2008, du 7 juin 2010)	DISPOSITIONS PREVUES : BUREAUX
Dans les établissements ou dans les locaux recevant plus de 50 personnes, les portes donnant sur l'extérieur doivent s'ouvrir dans le sens de l'évacuation.	<i>Conforme</i> <i>Cas particulier : sas d'accès du public (voir ci-avant)</i>
3 - Les locaux, les niveaux et les établissements où le public est admis doivent être desservis par des dégagements judicieusement répartis et ne comportant pas de cul-de-sac supérieur à 10 mètres. Des dérogations peuvent être accordées après avis de la commission de sécurité, lorsqu'il s'agit de l'aménagement d'un établissement dans un immeuble existant.	<i>Conforme, pas de cul-de-sacs supérieurs à 10m</i>
Le nombre et la largeur des dégagements exigibles s'établissent comme suit : <i>a) Moins de vingt personnes :</i> — un dégagement de 0,90 mètre. <i>b) De vingt à cinquante personnes :</i> — soit un dégagement de 1,40 mètre débouchant directement sur l'extérieur, sous réserve que le public n'ait jamais plus de 25 mètres à parcourir ; — soit deux dégagements débouchant directement sur l'extérieur ou sur des locaux différents non en cul-de-sac ; l'un devant avoir une largeur de 0,90 mètre, l'autre étant un dégagement de 0,60 mètre ou un dégagement accessoire visé à l'article CO 41. Si les locaux sont en étage, ils peuvent être desservis par un escalier unique d'une largeur minimale de 0,90 mètre. Toutefois, cet escalier doit être complété par un dégagement accessoire tel que balcon, échelle de sauvetage, passerelle, terrasse, manche d'évacuation, etc., si le plancher bas du niveau le plus haut accessible au public est situé à plus de 8 mètres du sol. <i>c) De cinquante et une personnes à cent personnes :</i> — soit deux dégagements de 0,90 mètre ; — soit un dégagement de 1,40 mètre, complété par un dégagement de 0,60 mètre ou un dégagement accessoire tel que défini à l'article CO 41	<u>CALCUL DES DEGAGEMENTS</u> <i>Effectif maximum (public + personnel) simultané selon déclaration du chef d'établissement</i> 222 <i>Effectif maximum (public + personnel) à RdC</i> 70 <i>Effectif maximum (public + personnel) du R+1 à R+4</i> 152 <u>ISSUES A RdC (180 personnes)</u> <i>Nombre d'unité de passage minimum exigible pour les issues à RdC :</i> <i>2 issues totalisant 4 UP</i> <i>Dispositions du projet :</i> <i>Bloc 1 : 1 issue de 2 UP sur cour de service + 2 issues de 1 UP côté voie publique</i> <i>Bloc 2 : Utilisation des issues du bloc 1</i> <i>Bloc 3 : GAV 1 issue de 1 UP</i> <i>Total des issues à RdC : 3 issues totalisant 4 UP</i>
<i>d) De 101 à 200 personnes : un dégagement de 1,40 mètre et un dégagement de 0,90 mètre.</i> <i>e) De 201 à 300 personnes : deux dégagements de 1,40 mètre.</i> Dans tous les cas de rénovation ou d'aménagement d'un établissement dans un immeuble existant, la largeur de 0,90 mètre peut être ramenée à 0,80 mètre.	<u>DIMENSIONNEMENT DES ESCALIERS (152 personnes venant des étages)</u> <i>Effectif provenant des étages (arrondi à la dizaine supérieure) : 152 personnes</i> 152 <i>Effectif arrondi à la centaine supérieure</i> 200 <i>Nombre d'UP nécessaire (2+1)</i> 3 <i>Nombre de cages d'escalier</i> 3 <i>Largeur des escaliers : 1 UP</i>
4 - La porte d'intercommunication avec les tiers visée à l'article PE 6§1 compte dans les dégagements exigibles. L'exploitant doit alors justifier d'accords contractuels avec les tiers concernés, sous forme d'acte authentique.	<i>Sans objet</i>
5 - L'effectif du personnel ne possédant pas ses dégagements propres doit être ajouté à celui du public pour calculer les dégagements relatifs à l'ensemble des occupants, notamment dans les immeubles à usage d'administration, de banque ou de bureaux.	<i>Voir calcul ci-après</i>
Si l'effectif global ainsi obtenu est supérieur à 300 personnes, les dispositions de l'article CO 38§1d sont applicables.	<i>Sans objet</i>

LIVRE III Dispositions applicables aux établissements de 5e catégorie (Arr. du 22 juin 1990 modifié par l'arrêté du 21 mai 2008, du 26 juin 2008, du 7 juin 2010)		DISPOSITIONS PREVUES : BUREAUX	
<u>CALCUL DES DEGAGEMENTS aux étages (R+1 à R+4) : La largeur des dégagements est calculée à partir de l'effectif simultané maximal</u>			
R+1 : effectif simultané maximum	108	R+4 : effectif simultané maximum	99
Dont personnel	18	Dont personnel	27
Dont public accompagné	10	Dont public accompagné	2
Dont effectif temporaire (vestiaires sanitaires pour 1 roulement)	80	Dont effectif temporaire (Restauration, sports, syndicats)	70
Minimum : 2 dégt. De 1 UP ou 1 dégt. 2 UP + 1 dégt. 0,60 ou accessoire		Minimum : 2 dégt. De 1 UP ou 1 dégt. 2 UP + 1 dégt. 0,60 ou accessoire	
Dispositions du projet : 3 issues de 1 UP sur les escaliers.		Dispositions du projet : 3 issues de 1 UP sur les escaliers.	
Largeur des dégagements de 2UP pour des raisons d'exploitation.		Largeur des dégagements de 2UP pour des raisons d'exploitation.	
		Cas particulier des groupes de locaux à issue unique (cul-de-sac ≤ 10m) :	
R+2 : effectif simultané maximum	60	DRRI (effectif 14 personnes) : 1 issue de 1 UP	
Dont personnel	50	GIC (effectif 4 personnes) : 1 issue de 1 UP	
Dont public accompagné	10		
Minimum : 2 dégt. De 1 UP ou 1 dégt. 2 UP + 1 dégt. 0,60 ou accessoire			
Dispositions du projet : 3 issues de 1 UP sur les escaliers.		TOTAL effectif simultané maximum en étages	152
Largeur des dégagements de 2UP pour des raisons d'exploitation.		Dont personnel	120
		Dont public accompagné	32
R+3 : effectif simultané maximum	35		
Dont personnel	25		
Dont public accompagné	10	Effectif temporaire non comptabilisé car confondu avec l'effectif du personnel	150
Minimum : 2 dégt. De 1 UP ou 1 dégt. 2 UP + 1 dégt. 0,60 ou accessoire			
Dispositions du projet : 3 issues de 1 UP sur les escaliers.			
Largeur des dégagements de 2UP pour des raisons d'exploitation.			
Cas particulier des groupes de locaux à issue unique (cul-de-sac ≤ 10m) :			
Direction de la DDSP (effectif 14 personnes) : 1 issue de 1 UP			

<p style="text-align: center;">LIVRE III Dispositions applicables aux établissements de 5e catégorie (Arr. du 22 juin 1990 modifié par l'arrêté du 21 mai 2008, du 26 juin 2008, du 7 juin 2010)</p>	<p style="text-align: center;">DISPOSITIONS PREVUES : <i>BUREAUX</i></p>
<p>6 –</p> <p>a) Dans les établissements dont le plancher bas de l'étage le plus élevé est situé à plus de 8 mètres du niveau d'accès des sapeurs-pompiers le ou les escaliers doivent être encloués dans une cage coupe-feu de degré 1 heure avec des portes pare-flammes de degré 1/2 heure.</p> <p>b) En ce qui concerne les établissements occupant partiellement un bâtiment où la différence de hauteur entre les niveaux extrêmes de l'établissement est supérieure à 8 mètres, des dérogations peuvent être accordées, après avis de la commission de sécurité, lorsqu'il s'agit de l'aménagement d'un établissement dans un immeuble existant.</p>	<p><i>Conforme</i></p> <p><i>Sans objet</i></p>
<p>c) Les baies intérieures éclairant des locaux ou des dégagements contigus à la cage doivent être pare-flammes de degré 1/2 heure.</p> <p>d) Les portes des escaliers encloués doivent être munies d'un ferme-porte. Toutefois, si pour des raisons d'exploitation les portes doivent être maintenues ouvertes, leur fermeture doit être asservie à un système de détection automatique, conforme aux normes en vigueur, sensible aux fumées et aux gaz de combustion.</p> <p>e) (Arr. 22 mars 2004, art. 1er). (NDLR : entrée en vigueur : le 1er juillet 2004 Arr. 22 mars 2004, art. 4). La cage d'escalier doit être désenfumée conformément aux dispositions de l'article PE 14.</p> <p>f) Les escaliers desservant les étages doivent être dissociés, au niveau d'évacuation sur l'extérieur, de ceux desservant les sous-sols.</p> <p>g) L'enclouement peut être commun à un escalier et à un ou plusieurs ascenseurs.</p> <p>h) Aucun local ne doit déboucher directement dans une cage d'escalier.</p> <p>i) (Arr. 20 nov. 2000, art. 3). (Entrée en vigueur : le 21 mars 2001 Arr. 20 nov. 2000, art. 5). Tout passage d'une canalisation de gaz hors gaine est interdit dans une cage d'escalier dans les conditions fixées au paragraphe 3 de l'article PE 25.</p>	<p><i>Conforme</i></p> <p><i>Portes munies de ferme-portes</i></p> <p><i>Voir PE 14</i></p> <p><i>Sans objet</i></p> <p><i>C'est le cas des cages d'escalier N° 2 et 3</i></p> <p><i>Conforme</i></p> <p><i>Conforme</i></p>
<p>Art. PE 12 - Conduits et gaines - Les parois des conduits et des gaines reliant plusieurs niveaux doivent être réalisées en matériaux incombustibles et d'un degré coupe-feu égal à la moitié de celui retenu pour les planchers, avec un minimum de 1/4 d'heure, les trappes étant pare-flammes du même degré.</p>	<p><i>Conforme</i></p>
<p>CODE DU TRAVAIL - Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R. 235-4-8 et R. 235-4-15 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail. (Consolidé 24/05/2014)</p>	
<p>Article 7-b) Les conduits et les gaines doivent satisfaire aux dispositions fixées ci-dessous :</p>	<p><i>Conforme</i></p>
<p>1. Tous les conduits de distribution et de reprise d'air doivent être en matériaux de catégorie M 0. Toutefois les calorifuges de ces conduits, s'ils sont placés à l'extérieur des conduits, peuvent être en matériaux de catégorie M 1.</p>	<p><i>Conforme</i></p>
<p>2. Une résistance pare-flammes de traversée trente minutes doit être assurée par les conduits traversant des parois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'isolement entre compartiments ou entre niveaux ; - de locaux à risques particuliers cités à l'article 6, paragraphe III, à l'exception des locaux comportant des installations de V.M.C. inversée et des installations de conditionnement d'air et des cuisines contenant des appareils de cuisson d'une puissance nominale supérieure à 20 kW. <p>Cette prescription n'est pas exigible pour les conduits d'eau en charge et pour tous les autres conduits si leur diamètre nominal est inférieur ou égal à 125 millimètres.</p> <p>Sont réputés satisfaire à l'exigence pare-flammes trente minutes les conduits métalliques à point de fusion supérieur à 850 °C et de diamètre nominal inférieur ou égal à 315 millimètres, à l'exception des conduits aérodynamiques.</p>	<p><i>Conforme</i></p>
<p>3. Dans le cas où le conduit ne respecte pas les exigences fixées au point b, 2 ci-dessus il doit être :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit placé dans une gaine en matériaux incombustibles assurant un pare-flammes de traversée trente minutes ; - soit équipé d'un dispositif d'obturation automatique de degré coupe-feu un quart d'heure. <p>Les gaines verticales doivent être recoupées par un matériau incombustible au moins tous les deux niveaux.</p>	<p><i>Conforme</i></p>
<p>4. Les trappes éventuelles disposées sur les conduits ou les gaines doivent être pare-flammes de même degré que lesdits conduits et gaines.</p>	<p><i>Conforme</i></p>
<p>5. Dans le cas particulier des conduits traversant des parois d'isolement avec un bâtiment tiers ou un parc de stationnement visé à l'article 4, paragraphe 4°, le degré coupe-feu une heure doit être restitué, à l'exception des conduits d'eau en charge et des conduits de diamètre nominal inférieur à 75 millimètres.</p>	<p><i>Sans objet</i></p>

<div>LIVRE III</div> <div>Dispositions applicables aux établissements de 5e catégorie</div> <div>(Arr. du 22 juin 1990 modifié par l'arrêté du 21 mai 2008, du 26 juin 2008, du 7 juin 2010)</div>		DISPOSITIONS PREVUES : BUREAUX
SECTION II		
Aménagements intérieurs		
<div>Art. PE 13 – (Arrêté du 7 juin 2010)</div> <div>§ 1. — En matière de comportement au feu des matériaux, les dispositions du chapitre III, du livre II, titre Ier sont applicables.</div> <div>§ 2. — Les appareils à effet décoratif fonctionnant à l'éthanol autorisés dans les établissements de 4e catégorie sont également autorisés dans les établissements de 5e catégorie du même type dans les conditions de l'article AM 20.</div>		<div>Sans objet</div>
<div>Article AM 1 - Modifié par Arrêté du 24 septembre 2009</div>		Les aménagements se conformeront à l'ensemble des articles AM rappelés ci-après
<div>Généralités</div> <div>Paragraphe 1. Pour éviter, dans un local ou un dégagement accessible au public, le développement rapide d'un incendie qui pourrait compromettre l'évacuation, les parois intérieures finies (parois y compris leurs finitions), l'agencement, le gros mobilier et la décoration doivent répondre, du point de vue de leur réaction au feu, aux dispositions du présent chapitre.</div> <div>Paragraphe 2. Cette caractéristique de comportement au feu fait l'objet de deux classifications distinctes : - l'une s'exprime en termes de classes et s'applique aux produits de construction dès lors qu'ils relèvent d'une famille objet d'une spécification technique harmonisée ; cette classification est donnée à l'annexe 1 de l'arrêté du 21 novembre 2002 modifié relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement et fait l'objet de la norme NF EN 13501-1 (9 / 2007) ; - l'autre s'exprime en termes de catégories ; elle s'applique aux matériaux d'aménagement, de décoration et à ceux qui constituent le gros mobilier ; cette classification est donnée à l'annexe 2 de l'arrêté précité et fait l'objet de la norme NF P 92-507 (2 / 2004).</div> <div>Lorsqu'il n'existe pas de spécification technique harmonisée applicable à une famille donnée de produits de construction, la performance de réaction au feu des produits de cette famille peut être établie selon l'une ou l'autre des classifications précitées.</div> <div>Paragraphe 3. Sauf pour les classements AI, AIFL, A2, A2FL, pour lesquels certains essais sont réalisés sur les constituants d'un même produit non homogène pris séparément, les éprouvettes sur lesquelles les essais sont réalisés sont représentatives de l'usage final du produit de construction considéré, lorsqu'il s'agit d'évaluer la performance des parois.</div>		
Section 1 : Produits et matériaux de parois		
Article AM 2 - Modifié par Arrêté du 24 septembre 2009		
<div>Produits et matériaux de parois</div> <div>La réaction au feu d'une paroi dépend des produits ou matériaux qui la constituent.</div> <div>L'exigence de réaction au feu concerne la paroi finie, sa face apparente recevant le flux thermique.</div> <div>Toute finition est évaluée sur un support type ou sur un substrat standard représentatif de la paroi à laquelle elle est destinée. Les normes NF EN 13238 (1 / 2002), NFP 92507 (2 / 2004) et NFP 92512 (5 / 1986) précisent les supports ou substrats conventionnels. Selon le type de paroi considéré, les éprouvettes d'essai sont soit un élément de paroi dans l'intégralité de son épaisseur, soit la finition présentée sur un support type ou un substrat représentatif de la paroi finie.</div> <div>Sur la base des informations fournies sur la constitution détaillée de la paroi réelle et du domaine d'emploi revendiqué, le laboratoire arrête les modalités des essais. En cas de désaccord entre les parties, le comité d'étude et de classification des matériaux et éléments de construction par rapport au danger d'incendie est saisi et fixe les conditions d'essais.</div> <div>Les produits d'isolation thermique, apparents ou non, font l'objet des seules exigences de l'article AM 8.</div> <div>Les revêtements muraux tendus et leurs éventuels intercalaires sont soumis aux seules exigences de l'article AM 9.</div> <div>Les produits de construction incorporés aux parois et non apparents dans les conditions de leur mise en œuvre, pris séparément, ne sont pas visés par les exigences de la présente section.</div>		
Article AM 3 - Modifié par Arrêté du 24 septembre 2009		
<div>Paragraphe 1. Escaliers protégés (*).</div> <div>Les parois des escaliers protégés sont classées : - B-s1, d0 ou en catégorie M 1 pour les plafonds et les rampants ; - B-s2, d0 ou en catégorie M 1 pour les parois verticales ;</div>		
<div>Paragraphe 2. Circulations horizontales protégées (**).</div> <div>Les parois des circulations horizontales protégées sont classées : - B-s2, d0 ou en catégorie M 1 pour les plafonds (***) ; - C-s3, d0 ou en catégorie M 2 pour les parois verticales ; - DFL-s2 ou en catégorie M 4 pour les sols.</div> <div>(*) Un escalier protégé est un escalier dans lequel le public est à l'abri des flammes et de la fumée.</div> <div>(**) Une circulation protégée est une circulation dans laquelle le public est à l'abri des flammes et de la fumée. (***) Tout plafond, y compris plafonds suspendus, plafonds tendus, plafonds ajourés, etc.</div>		

<div>LIVRE III</div> <div>Dispositions applicables aux établissements de 5e catégorie</div> <div>(Arr. du 22 juin 1990 modifié par l'arrêté du 21 mai 2008, du 26 juin 2008, du 7 juin 2010)</div>	<div>DISPOSITIONS PREVUES : BUREAUX</div>
<div>Article AM 4 - Modifié par Arrêté du 24 septembre 2009</div> <div>Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux</div> <div> <p>Paragraphe 1. Les parois verticales des dégagements non protégés et des locaux sont classés C-s3, d0 ou en catégorie M 2.</p> <p>Paragraphe 2. Toutefois, les lambris en bois massifs sans systèmes de revêtements et les panneaux à base de bois classés D-s2, d0 peuvent être posés sur tasseaux de bois, avec remplissage de la cavité par un produit ou matériau classé A2-s2, d0 dans les deux cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plafond est classé B-s3, d0 ou en catégorie M 1 ; les lambris et les panneaux peuvent alors couvrir l'ensemble des parois verticales ; - les éléments porteurs en bois ou en dérivés du bois du plafond, d'une largeur minimale de 45 mm, sont disposés avec un écartement bord à bord supérieur ou égal à 30 cm ; les lambris et les panneaux peuvent alors couvrir au maximum 50 % de la surface des parois verticales. <p>Paragraphe 3. Le classement des peintures et des papiers peints est justifié selon les paragraphes II-3 et II-4 de l'annexe 3 de l'arrêté du 21 novembre 2002 modifié relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement.</p> </div>	
<div>Article AM 5 - Modifié par Arrêté du 24 septembre 2009</div> <div>Plafonds des dégagements non protégés et des locaux (****)</div> <div> <p>Paragraphe 1. Les plafonds des dégagements non protégés et des locaux sont classés B-s3, d0 ou en catégorie M 1.</p> <p>Toutefois, il est admis que 25 % de la superficie totale de ces plafonds soient réalisés en produits ou éléments classés C-s3, d0 ou de catégorie M 2 dans les dégagements et D-s3, d0 ou de catégorie M 3 dans les locaux.</p> <p>Les éléments porteurs en bois ou en dérivés du bois d'une largeur minimale de 45 mm disposés avec un écartement bord à bord supérieur ou égal à 30 cm ne sont pas visés par les dispositions ci-dessus ; ils sont soumis aux seules exigences des articles CO 12 et CO 13.</p> <p>Paragraphe 2. Les éléments d'habillage des plafonds, ajourés ou à résilles, sont classés B-s3, d0 ou en catégorie M 1.</p> <p>Ils peuvent être classés C-s3, d0 si la surface totale développée de leurs pleins est inférieure à 50 % de la surface au sol du dégagement non protégé ou du local.</p> <p>Paragraphe 3. Les suspentes et les fixations des plafonds suspendus doivent être conçues pour éviter les risques de chute de ce plafond. Sont réputées satisfaire à cet objectif les suspentes classées A 1.</p> <p>Pour les suspentes comportant des parties combustibles, il doit être démontré que la présence de ces parties n'entraîne pas d'effondrement en chaîne du plafond avant un quart d'heure.</p> <p>Paragraphe 4. Les plafonds tendus sont classés B-s3, d0.</p> <p>Toutefois, lorsqu'ils sont imprimés à fonction décorative, il est admis qu'ils peuvent être classés C-s3, d0 si la surface totale imprimée est inférieure à 25 % de la surface au sol du dégagement autre que celui visé à l'article AM 3 ou du local.</p> <p>Paragraphe 5. Les plafonds suspendus et les plafonds tendus doivent rester en place sous l'effet des variations de pression dues au fonctionnement du désenfumage mécanique.</p> <p>(****) Tout plafond, y compris plafonds suspendus, plafonds tendus, plafonds ajourés, etc.</p> </div>	
<div>Article AM 6 - Modifié par Arrêté du 24 septembre 2009</div> <div>Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux</div> <div> <p>Les parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux, et permettant l'éclairage naturel ou artificiel peuvent être classées D-s3, d0 si leur surface est inférieure à 25 % de la surface au sol des dégagements autres que ceux visés à l'article AM 3 ou des locaux.</p> </div>	
<div>Article AM 7 - Modifié par Arrêté du 26 juin 2008 - art. 9, v. init.</div> <div>Sols des dégagements non protégés et des locaux.</div> <div> <p>Sols des dégagements non protégés et des locaux. Les sols des dégagements non protégés et des locaux sont classés DFL-s2 ou en catégorie M 4.</p> </div>	
<div>Article AM 8 - Modifié par Arrêté du 26 juin 2008 - art. 9, v. init.</div> <div>Produits d'isolation</div> <div> <p>§ 1. Les produits d'isolation acoustique, thermique ou autre, simples ou composites, dont l'épaisseur d'isolant est supérieure à 5 mm (10 mm en sol), doivent respecter l'une des dispositions suivantes :</p> <p>a) Etre classés au moins :</p> <p>A2 - s2, d0 en paroi verticale, en plafond ou en toiture ; A2 f1 - s1 en plancher, au sol.</p> <p>Les revêtements absorbants acoustiques dont la résistance thermique est inférieure à 0,5 m².K/W ou dont la conductivité thermique est supérieure à 0,065 W/m.K ne sont pas assujettis aux dispositions du présent article.</p> <p>b) Etre protégés par un écran thermique disposé sur la ou les faces susceptibles d'être exposées à un feu intérieur au bâtiment. Cet écran doit jouer son rôle protecteur, vis-à-vis de l'action du programme thermique normalisé, durant au moins :</p> <p>1/4 heure pour les parois verticales et les sols ;</p> <p>1/2 heure pour les autres parois.</p> <p>Le "guide d'emploi des isolants combustibles dans les établissements recevant du public" (1) précise les conditions de mise en œuvre de tels écrans. Lorsque des produits combustibles, connexes aux isolants incorporés aux parois, sont associés en usine ou sur chantier aux isolants précités, l'ensemble composite obtenu est réputé répondre aux objectifs de sécurité du présent article et du guide d'emploi des isolants combustibles dans les établissements recevant du public à condition que les produits combustibles rapportés ne soient pas en contact avec l'air ambiant.</p> <p>§ 2. Les produits d'isolation ne répondant pas aux dispositions du paragraphe 1 ci-dessus ne peuvent être mis en œuvre qu'après avis favorable de la Commission centrale de sécurité. Les modalités d'application de la présente disposition sont fixées dans la troisième partie du guide précité.</p> <p>NOTA:</p> <p>Arrêté du 4 juillet 2007 annexe : L'application de l'article AM 8 aux revêtements d'isolation acoustique est suspendue pour une durée d'un an.</p> <p>(1) Le "guide d'emploi des isolants combustibles dans les établissements recevant du public" est annexé à l'arrêté du 6 octobre 2004 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.</p> </div>	

LIVRE III Dispositions applicables aux établissements de 5e catégorie (Arr. du 22 juin 1990 modifié par l'arrêté du 21 mai 2008, du 26 juin 2008, du 7 juin 2010)	DISPOSITIONS PREVUES : BUREAUX
Section 2 : Eléments de décoration	
Article AM 9 - Modifié par Arrêté du 24 septembre 2009	
Revêtements muraux tendus et éléments de décoration en relief fixés à l'intérieur des locaux ou dégagements	
<p>Dans les locaux ou dégagements, les revêtements muraux tendus et leurs éventuels intercalaires sont de catégorie M 2.</p> <p>Les éléments de décoration en relief fixés sur les parois verticales des locaux ou dégagements protégés ou non sont classés C-s3, d0 ou en matériaux de catégorie M 2 lorsque la surface globale de tous ces éléments, projetée sur les parois verticales, est supérieure à 20 % de la superficie totale de ces parois.</p>	
Article AM 10 - Modifié par Arrêté du 24 septembre 2009	
Eléments de décoration flottants à l'intérieur des locaux et dégagements	
<p>Paragraphe 1. Les éléments de décoration ou d'habillage flottants, tels que panneaux publicitaires flottants de surface supérieure à 0,50 mètre carré, guirlandes, objets légers de décoration, etc., situés à l'intérieur des locaux dont la superficie au sol est supérieure à 50 mètres carrés et des dégagements doivent être en matériaux de catégorie M 1.</p> <p>Paragraphe 2. L'emploi des vélums est en principe interdit. Toutefois, lorsqu'ils sont autorisés, soit dans la suite du présent règlement, soit après avis de la commission de sécurité compétente, ils doivent être en matériaux de catégorie M 1 pourvus de systèmes d'accrochage suffisamment nombreux ou d'armatures de sécurité suffisamment résistantes pour empêcher leur chute éventuelle pendant l'évacuation du public. En cas d'implantation d'un filet, et dès lors que la surface entre les mailles du filet est supérieure à 10 cm² et que la trame de celui-ci n'excède pas 25 % de la surface totale du filet, aucune exigence de réaction au feu n'est imposée à ce filet. Dans le cas contraire, le filet est considéré comme un élément de décoration et relève des exigences correspondantes de réaction au feu.</p>	
Section 3 : Tentures, portières, rideaux, voilages cloisons coulissantes ou repliables	
Article AM 11	
Tentures et rideaux disposés en travers des dégagements	
<p>§ 1. L'emploi de tentures, portières, rideaux, voilages est interdit en travers des dégagements.</p> <p>§ 2. Lorsque les portes pare-flammes imposées dans ces dégagements sont garnies de lambrequins et encadrements en étoffe ou de rideaux tendus sur les vantaux, ces garnitures doivent être en matériaux de catégorie M 2.</p>	
Article AM 12	
Tentures et rideaux disposés dans les locaux et dégagements	
<p>Les tentures, portières, rideaux, voilages doivent répondre, suivant leur emplacement, aux exigences suivantes :</p> <p>a) Dans les escaliers encloués, ils doivent être en matériaux de catégorie M 1 ;</p> <p>b) Dans les autres dégagements et les locaux de superficie au sol supérieure à 50 mètres carrés, ils doivent être en matériaux de catégorie M 2.</p>	
Article AM 13	
Rideaux de scènes et d'estrades	
<p>Les rideaux de scènes et d'estrades, quelle que soit la surface de ces scènes et estrades, doivent être en matériaux de catégorie M 1.</p>	
Article AM 14 - Modifié par Arrêté du 24 septembre 2009	
Cloisons coulissantes ou repliables	
<p>Les cloisons coulissantes ou repliables sont en matériaux de catégorie M 3.</p>	
Section 4 : Gros mobilier, agencement principal, planchers légers surélevés	
Article AM 15	
Principe général	
<p>Le gros mobilier, l'agencement principal, les stands et les aménagements de planchers légers en superstructures, situés dans les locaux et les dégagements, doivent être en matériaux de catégorie M 3.</p> <p>Ces dispositions ne concernent pas le mobilier courant, pour lequel aucune exigence n'est imposée.</p>	
Article AM 16	
Gros mobilier, agencement principal	
<p>§ 1. Le gros mobilier qui comprend les caisses, bars, comptoirs, vestiaires, etc., et l'agencement principal qui comprend les écrans séparatifs de boxes, rayonnages, bibliothèques, étagères, présentoirs verticaux, casiers, estrades, etc., doivent occuper des emplacements tels qu'ils ne puissent gêner ou rétrécir les chemins de circulation.</p> <p>§ 2. Ils doivent être éventuellement fixés au sol ou aux parois de façon suffisamment rigide pour qu'une poussée de la foule ne puisse les déplacer.</p>	

LIVRE III Dispositions applicables aux établissements de 5e catégorie (Arr. du 22 juin 1990 modifié par l'arrêté du 21 mai 2008, du 26 juin 2008, du 7 juin 2010)	DISPOSITIONS PREVUES : BUREAUX
Article AM 17 - Modifié par Arrêté du 24 septembre 2009	
Planchers légers surélevés	
<p>Paragraphe 1. Les planchers légers surélevés pouvant recevoir des personnes, tels que tribunes, tours, stands, podiums, estrades, gradins, praticables etc., aménagés à l'intérieur des bâtiments, doivent :</p> <ul style="list-style-type: none">- être classés CFL-s1 ou en catégorie M 3 ;- avoir un éventuel revêtement en face supérieure classé DFL-s1 ou de catégorie M 3 ;- avoir un éventuel revêtement en face inférieure classé B-s2, d0 ou de catégorie M 1 ;- comporter une ossature classée C-s3, d0 ou en matériaux de catégorie M 3 ;- être bien jointifs ainsi que les marches et, si elles existent, les contremarches des escaliers et gradins ;- leurs dessous sont débarrassés de tout dépôt de matières combustibles. Ils doivent être rendus inutilisables et inaccessibles au public par une cloison extérieure classée C-s3, d0 ou de catégorie M 3 ne comportant que des ouvertures de visite. Si ces dessous ont une superficie supérieure à 300 m², ils doivent être divisés en cellules d'une superficie maximale de 300 m² par des cloisonnements classés B-s2, d0 ou en catégorie M 1. <p>Paragraphe 2. Les planchers techniques démontables sont classés BFL-s1 ou en catégorie M 1.</p> <p>Paragraphe 3. Les valeurs des charges d'exploitation à retenir sont celles prévues par la norme NF P 06-001 en fonction de la nature des locaux dans lesquels ces aménagements sont réalisés.</p> <p>Paragraphe 4. Les dispositions des normes NF P 01-012 et NF P 90-500 concernant les garde-corps s'appliquent à ces constructions et à leurs escaliers d'accès, afin d'éviter les chutes et pour résister aux poussées de la foule.</p> <p>L'obligation de garde-corps ne s'applique toutefois pas au devant d'une scène, à condition que le nombre de personnes accueillies soit strictement limité aux besoins du spectacle ou de l'animation.</p> <p>Paragraphe 5. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas aux gradins mobiles ou ajourés. Les jours entre gradins, ou le long des circulations, doivent respecter les dimensions fixées dans la norme relative aux garde-corps : un jour de dimension verticale inférieure ou égale à 0,18 m pour les vides entre deux niveaux de plancher de gradin et une distance horizontale inférieure ou égale à 0,05 m entre deux planchers de gradin.</p> <p>Les dessous doivent être rendus inaccessibles au public ; ils doivent être libres de tout dépôt et maintenus en permanence en parfait état de propreté.</p>	
Article AM 18 - Modifié par Arrêté du 6 mars 2006 - art. Annexe, v. init.	
Rangées de sièges	
<p>Si des rangées de sièges sont constituées, les dispositions suivantes doivent être respectées :</p> <p>§ 1. Les matériaux constituant les sièges non rembourrés et les structures de sièges rembourrés doivent être de catégorie M3. Toutefois, les matériaux bois ou dérivés du bois d'une épaisseur égale ou supérieure à 9 mm sont acceptés.</p> <p>Les sièges rembourrés doivent satisfaire aux deux critères définis dans l'instruction technique relative au comportement au feu des sièges rembourrés. L'enveloppe recouvrant le rembourrage doit toujours être maintenue bien close et en bon état. Son entretien doit être effectué suivant les prescriptions d'une fiche technique fournie à l'exploitant par le fabricant. Son remplacement ne doit pas affecter le comportement au feu du siège.</p> <p>§ 2. Chaque rangée doit comporter 16 sièges au maximum en deux circulations, ou 8 entre une circulation et une paroi. De plus, une des dispositions suivantes doit être respectée :</p> <ul style="list-style-type: none">- chaque siège est fixé au sol ;- les sièges sont solidaires par rangée, chaque rangée étant fixée au sol ou aux parois à ses extrémités ;- les sièges sont rendus solidaires par rangée, chaque rangée étant reliée de façon rigide aux rangées voisines de manière à former des blocs difficiles à renverser ou à déplacer.	
Section 5 : Eléments à vocation décorative	
Article AM 19	
Arbres de Noël et décorations florales	
<p>Paragraphe 1. Les arbres de Noël sont autorisés dans certaines manifestations de courte durée.</p> <p>Paragraphe 2. Ces arbres ne peuvent être illuminés que dans les conditions prévues à l'article EL 23. Les guirlandes électriques doivent répondre aux dispositions de la norme NF EN 60598-2-20.</p> <p>Paragraphe 3. L'emploi de toute flamme nue et de sources d'étincelles est interdit. L'arbre doit être placé à distance raisonnable de toute source de chaleur</p> <p>Paragraphe 4. Les objets de décoration peuvent être en matériaux de catégorie M 4. Si la hauteur d'un arbre est supérieure à 1,70 m, il doit être placé hors de portée du public.</p> <p>Le pied de l'arbre doit être dégagé de tout objet combustible.</p> <p>Une neige artificielle ou un givrage peuvent être utilisés à condition qu'ils ne risquent pas de propager rapidement la flamme.</p> <p>Paragraphe 5. Des moyens d'extinction, en rapport avec la taille de l'arbre, doivent être prévus à proximité.</p> <p>Paragraphe 6. Les décorations florales en matériaux de synthèse sont limitées en nombre ; à défaut, elles doivent être réalisées en matériaux de catégorie M 2. Il en est de même pour les plantes et les arbres en matériaux de synthèse d'une hauteur supérieure à 1,70 m, qui doivent de plus être mis hors de portée du public.</p>	
Article AM 20 - Créé par Arrêté du 7 juin 2010	
Appareils fonctionnant à l'éthanol	
SANS OBJET	

LIVRE III Dispositions applicables aux établissements de 5e catégorie (Arr. du 22 juin 1990 modifié par l'arrêté du 21 mai 2008, du 26 juin 2008, du 7 juin 2010)	DISPOSITIONS PREVUES : BUREAUX
SECTION III	
Désenfumage	
<p>Art. PE 14 –</p> <p>1 - (Arr. 22 mars 2004, art. 1^{er}). (Entrée en vigueur : le 18 juin 1993 Arr. du 2 févr. 1993, art. 6). Les salles situées en rez-de-chaussée et en étage de plus de 300 m² et celles de plus de 100 m² situées en sous-sol doivent comporter en partie haute et en partie basse une ou plusieurs ouvertures communiquant avec l'extérieur soit directement, soit par l'intermédiaire de conduits.</p> <p>La surface utile d'évacuation de fumées doit être au moins égale au 1/200 de la superficie au sol desdits locaux. La surface libre totale des amenées d'air d'un local doit être au moins égale à la surface géométrique des évacuations de fumées de ce local.</p> <p>2 - Chaque dispositif d'ouverture doit être aisément manœuvrable du plancher du local.</p> <p>3 - Le système de désenfumage naturel peut être remplacé par un système de désenfumage mécanique ; dans ce cas, il y a lieu d'appliquer les dispositions prévues dans l'instruction technique no 246.</p> <p>4 - (Arr. 22 mars 2004, art. 1er). (NDLR : entrée en vigueur : le 1er juillet 2004 Arr. 22 mars 2004, art. 4). Les escaliers encloisonnés doivent comporter, en partie haute, un châssis ou une fenêtre, d'une surface libre de un mètre carré, muni d'un dispositif permettant son ouverture facile depuis le niveau d'accès de l'établissement. Lorsque ce désenfumage naturel ne peut être assuré, l'escalier est mis en surpression dans les conditions prévues par l'instruction technique no 246.</p> <p>5 - Les commandes des dispositifs de désenfumage peuvent être seulement manuelles.</p>	<p><i>Sans objet</i></p> <p><i>Sans objet</i></p> <p><i>Sans objet</i></p> <p><i>Escaliers 1-2-3-4 : exutoire de 1m2 en partie haute, manœuvrable depuis le palier du RdC.</i> <i>Escalier 5 (secours parking) à l'air libre, désenfumage naturel.</i></p> <p><i>Commandes manuelles pour les escaliers</i></p>
SECTION IV Installations de cuisson	
<p>Art. PE 15 - Règles d'installation et dispositions générales (Arr. 10 oct. 2005, art. 1^{er}) NDLR: entrée en vigueur: le 1er mars 2006</p>	<p><i>SANS OBJET : seuls quelques fours à micro-ondes sont prévus dans les locaux et dans l'espace de restauration.</i></p>
<p>2 - Pour l'application du présent règlement, sont considérés:</p> <p>Ne sont pas considérés comme appareils de cuisson ou de remise en température:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les appareils permettant le maintien en température des préparations tels que bacs à eau chaude, lampes à infrarouge; - les fours micro-ondes d'une puissance unitaire inférieure ou égale à 3,5 kW installés en libre utilisation dans les salles accessibles au public. 	<p><i>La puissance des fours à micro-ondes sera limitée à 3,5 KW</i></p>
<p>Art. PE 16 - Grandes cuisines (Arr. 10 oct. 2005, art. 1^{er}) NDLR: entrée en vigueur: le 1er mars 2006</p>	<p><i>Sans objet</i></p>
<p>Art. PE 17 - Office de remise en température (Arr. 10 oct. 2005, art. 1^{er}) NDLR: entrée en vigueur: le 1er mars 2006.</p>	<p><i>Sans objet</i></p>
<p>Art. PE 18 - Ilots de cuisson installés dans les salles (Arr. 10 oct. 2005, art. 1er) NDLR: entrée en vigueur: le 1er mars 2006</p>	<p><i>Sans objet</i></p>
<p>Art. PE 19 - Appareils installés dans les locaux accessibles ou non au public (Arr. 10 oct. 2005, art. 1er). NDLR: entrée en vigueur: le 1er mars 2006</p>	<p><i>Sans objet</i></p>
SECTION V Chauffage, ventilation	
<p>Art. PE 20 - (Arr. 23 janv. 2004, art. 1^{er}). (NDLR : entrée en vigueur : le 22 mai 2004 Arr. 23 janv. 2004, art. 2). Généralités –</p> <p>1 - Les installations visées à la présente section doivent être réalisées dans les conditions définies dans la suite du présent règlement.</p> <p>2 - Toutefois, les installations autorisées dans les établissements de 4^e catégorie sont également autorisées dans les établissements de 5^e catégorie du même type. Dans ce cas, leur mise en œuvre devra être réalisée dans les conditions définies au livre II, titre I^{er}, chapitre V. <i>Article CH</i></p>	<p><i>VENTILATION - CLIMATISATION</i></p>
<p>Art. PE 21 – (Arrêté du 7 juin 2010). Installations d'appareils à combustion</p> <p>1. Les installations autorisées dans les bâtiments d'habitation sont autorisées dans les établissements de 5e catégorie. Dans ces établissements, les conditions d'installation des appareils d'évacuation des produits de combustion et de ventilation des locaux où fonctionnent ces appareils doivent respecter les prescriptions réglementaires applicables aux bâtiments d'habitation, sous réserve des dispositions suivantes de la présente section.</p>	<p><i>Sans objet</i></p> <p><i>Conforme</i></p>

<p style="text-align: center;">LIVRE III</p> <p style="text-align: center;">Dispositions applicables aux établissements de 5e catégorie (Arr. du 22 juin 1990 modifié par l'arrêté du 21 mai 2008, du 26 juin 2008, du 7 juin 2010)</p>	<p style="text-align: center;"><i>DISPOSITIONS PREVUES : BUREAUX</i></p>
<p>2. Tout appareil ou groupement d'appareils de production dont la puissance utile totale est supérieure à 30 kW et inférieure ou égale à 70 kW, installé à l'intérieur d'un bâtiment, doit être implanté dans un local répondant aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ne pas être accessible au public ; - ne pas servir au dépôt de matières combustibles ou de produits toxiques ou corrosifs ; - avoir un plancher haut et des parois verticales de degré coupe-feu une heure. <p>Si le local ouvre dans un dégagement ou un local accessible au public, l'intercommunication doit s'effectuer soit par une porte coupe-feu de degré une demi-heure</p> <p>Si le local ouvre dans un dégagement ou un local non accessible au public, l'intercommunication doit s'effectuer par une porte pare-flammes de degré un quart d'heure avec ferme-porte.</p> <p>Par dérogation, un appareil de production d'eau chaude sanitaire peut être installé dans une cuisine ou une laverie.</p>	<p><i>Conforme</i></p>
<p>Art. PE 22 - (Arr. 23 janv. 2004, art. 1^{er}). (NDLR : entrée en vigueur : le 22 mai 2004 Arr. 23 janv. 2004, art. 2) Traitement d'air et ventilation –</p> <p>1 - Dans les locaux ventilés, chauffés par air chaud ou conditionnés par air pulsé, un dispositif de sécurité, à réarmement manuel, doit assurer automatiquement l'extinction ou la mise en veilleuse de l'appareil ou de l'échangeur de chauffage de l'air ainsi que l'arrêt des ventilateurs lorsque la température de la veine d'air dépasse 120° C. Ce dispositif doit être placé en aval du réchauffeur ou intégré à l'appareil.</p> <p>Ce dispositif n'est pas exigible lorsque le réchauffage de l'air est assuré par un échangeur alimenté au primaire par un fluide dont la température est inférieure ou égale à 110° C, ou par des appareils indépendants (ventilo-convecteurs, aérothermes, climatiseurs installés de manière à produire et émettre de la chaleur dans les seuls locaux où ils sont installés).</p>	<p><i>Conforme</i></p>
<p>2 - Tous les circuits de distribution et de reprise d'air, à l'exception des joints, doivent être réalisés en matériaux classés M0. Les calorifuges doivent être réalisés en matériaux classés M0 ou M1 ; toutefois, s'ils sont classés M1, ils doivent être placés obligatoirement à l'extérieur des conduits.</p> <p>La diffusion d'air au travers d'un conduit textile, à l'intérieur d'un local, n'est autorisée que si ce conduit est en matériaux classés M0.</p> <p>En dérogation, les conduits souples en matériaux classés M1, d'une longueur maximale de 1 mètre, sont admis ponctuellement pour le raccordement des appareils.</p>	<p><i>Conforme</i></p> <p><i>Conforme</i></p>
<p>3 - Toute matière combustible est interdite à l'intérieur des conduits. Toutefois, cette prescription ne concerne pas les accessoires des organes terminaux situés dans une pièce et ne desservant qu'elle. De même, les matériaux classés M1 destinés à la correction acoustique sont admis ponctuellement.</p>	<p><i>Conforme</i></p>
<p>4 - Les conduits aérauliques desservant les locaux accessibles au public ne doivent comporter aucune partie ouvrante dans la traversée des chaufferies.</p>	<p><i>Conforme</i></p>
<p>5 - Les conduits aérauliques sont équipés, quelle que soit leur section, de clapets coupe-feu rétablissant le degré coupe-feu des parois d'isolement entre niveaux.</p> <p>Le fonctionnement des clapets est autocommandé par un déclencheur thermique à 70° C. Les clapets sont conformes à la norme NF S 61937.</p> <p>Lorsqu'un système de sécurité incendie de catégorie A ou B est exigé, les clapets placés au droit des parois délimitant les zones de mise en sécurité (compartimentage) sont commandés automatiquement à partir du centralisateur de mise en sécurité incendie (CMSI).</p>	<p><i>Conforme</i></p> <p><i>Les SSI de catégorie A ou B ne sont pas exigés. (voir plus loin article PE 27)</i></p>

LIVRE III Dispositions applicables aux établissements de 5e catégorie (Arr. du 22 juin 1990 modifié par l'arrêté du 21 mai 2008, du 26 juin 2008, du 7 juin 2010)					DISPOSITIONS PREVUES : BUREAUX
Art. PE 23 - (Arr. 23 janv. 2004, art. 1^{er}). (NDLR : entrée en vigueur : le 22 mai 2004 Arr. 23 janv. 2004, art. 2) Installation de ventilation mécanique contrôlée –					
1 - Les installations destinées à assurer l'extraction mécanique de l'air vicié des locaux à pollution spécifique (système de ventilation courante ou inversée, simple ou double flux) doivent être conçues de manière à éviter la propagation du feu et des fumées à l'extérieur du local où le feu a pris naissance.					Conforme
Les systèmes de ventilation mécanique contrôlée (VMC) assurent, sans recyclage, l'extraction mécanique de l'air vicié dans les locaux à pollution spécifique (salles d'eau, w-c, offices...) avec des bouches à forte perte de charge. L'amenée d'air neuf, naturelle ou mécanique, est réalisée dans les locaux à pollution non spécifique.					Conforme
Les systèmes dans lesquels les débits d'extraction sont limités à 200 mètres cubes/heure par local sont des systèmes à simple flux.					
Les systèmes dans lesquels les débits de soufflage et d'extraction sont limités chacun à cent mètres cubes par heure par local sont des systèmes à double flux.					
2 - Les conduits de ventilation sont réalisés en matériaux classés M0.					Conforme
3 - Dans les installations de ventilation mécanique inversée, l'air circule du haut vers le bas dans les collecteurs d'extraction. Dans ce cas, les ventilateurs d'extraction doivent être placés dans des locaux satisfaisant aux conditions suivantes :					Conforme
— le plancher haut et les parois du local doivent avoir un degré coupe-feu 1 heure ;					Conforme
— la porte doit être coupe-feu de degré 1/2 heure avec ferme-porte.					
4 - L'exigence de non-transmission des gaz et des fumées est réputée satisfaite lorsque le système de ventilation respecte une des exigences indiquées dans le tableau ci-dessous :					
ÉTABLISSEMENT dont le plancher bas du dernier niveau accessible au public est :	EXIGENCES RELATIVES AUX MATÉRIELS				
	Conduit collectif vertical	Gaine verticale	Piquage horizontal	Dispositif au droit	
≤ 8 m	M0	Néant	M0	Non	
> 8 m	M0	CF 1/2 h	M0	PF 1/4 h (*)	Conforme
(*) Ou toute autre possibilité visée à l'article CH 43.					
5 - Lorsque le système de ventilation mécanique contrôlée assure l'évacuation des gaz de combustion du ou des appareils raccordés (VMC gaz), seul le fonctionnement permanent du ventilateur est possible. Une VMC gaz est obligatoirement équipée d'un dispositif de sécurité conforme à l'arrêté relatif à la sécurité collective des installations nouvelles de VMC auxquelles sont raccordés des appareils utilisant le gaz combustible ou les hydrocarbures liquéfiés.					Sans objet

<p style="text-align: center;">LIVRE III</p> <p style="text-align: center;">Dispositions applicables aux établissements de 5e catégorie (Arr. du 22 juin 1990 modifié par l'arrêté du 21 mai 2008, du 26 juin 2008, du 7 juin 2010)</p>	<p style="text-align: center;">DISPOSITIONS PREVUES : BUREAUX</p>
<p style="text-align: center;">SECTION VI</p> <p style="text-align: center;">Installations électriques, éclairage</p>	
<p>Art. PE 24 – Éclairage, signalisation (Arr. 19 nov. 2001, art. 3). (Entrée en vigueur le 7 avril 2002).</p>	
<p>§ 1. Les installations électriques doivent être conformes aux normes les concernant.</p> <p>Les câbles ou conducteurs doivent être de la catégorie C2 selon la classification et les modalités d'attestation de conformité définies dans l'arrêté du 21 juillet 1994 portant classification et attestation de conformité du comportement au feu des conducteurs et câbles électriques et agrément des laboratoires d'essais.</p> <p>L'emploi de fiches multiples est interdit. Le nombre de prises de courant doit être adapté à l'utilisation pour limiter l'emploi de socles mobiles. Les prises de courant doivent être disposées de manière que les canalisations mobiles aient une longueur aussi réduite que possible et ne soient pas susceptibles de faire obstacle à la circulation des personnes.</p>	<p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p>
<p>§ 2. Les escaliers et les circulations horizontales d'une longueur totale supérieure à 10 mètres ou présentant un cheminement compliqué, ainsi que les salles d'une superficie à 100 m², doivent être équipés d'une installation d'éclairage de sécurité d'évacuation.</p> <p>S'il est fait usage de blocs autonomes, ceux-ci doivent être conformes aux normes de la série NF C 71-800 et admis à la marque NF AEAS ou faire l'objet de toute autre certification de qualité en vigueur dans un État membre de la Communauté économique européenne. Cette certification devra alors présenter des garanties équivalentes à celles de la marque NF AEAS, notamment en ce qui concerne l'intervention d'une tierce partie indépendante et les performances prévues dans les normes correspondantes.</p>	<p>Conforme</p> <p>Conforme</p>
<p>§ 3. Les installations électriques :</p> <ul style="list-style-type: none"> — des locaux à risques particuliers tels que définis à l'article PE 9, à l'exclusion des locaux renfermant des matériels électriques dont l'accès est réservé à des personnes qualifiées chargées de l'entretien et de la surveillance de ces matériels ; — des grandes cuisines telles que définies à l'article PE 15§3, et des flots de cuisson tels que définis à l'article PE 18, <p>doivent être établies dans les conditions requises par la norme NF C 15-100 pour les locaux présentant des risques d'incendie (condition d'influence externe BE2).</p>	<p>Conforme</p> <p>Sans objet</p>
<p style="text-align: center;">SECTION VII</p> <p style="text-align: center;">Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants</p>	
<p>Art. PE 25 - Règles générales (Arr. 6 mars 2006, art. 1er). NDLR : entrée en vigueur : le 14 juillet 2006.</p>	
<p>1 - Les escaliers mécaniques et les trottoirs roulants doivent respecter les dispositions des articles AS 6 et AS 7.</p>	<p>Sans objet</p>
<p>2 - Les portes palières des ascenseurs doivent déboucher dans les parties communes ; ces portes doivent être accessibles normalement et à tout moment par un autre moyen que l'appareil.</p>	<p>Ascenseurs des blocs 2 et 3 enclouonnés dans une cage commune avec l'escalier cf. PE11 § 6-g)</p>
<p>3 - Les gaines des ascenseurs doivent être protégées dans les mêmes conditions que les cages des escaliers visés à l'article PE 11 § 6, les portes palières devant être E30 (PF 1/2H) selon la norme NF EN 81-58 (2004).</p> <p>Lorsqu'une gaine d'ascenseur enclouonnée abrite un réservoir d'huile, elle doit être désenfumée dans les conditions prévues pour les escaliers par l'instruction technique relative au désenfumage dans les établissements recevant du public.</p> <p>La commande d'ouverture du dispositif de désenfumage de la gaine doit se produire automatiquement au moyen :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit d'un détecteur d'incendie disposé en haut de gaine et d'un déclencheur thermo-fusible à 70°C en partie supérieure de la gaine, lorsque le bâtiment est équipé d'un système de sécurité incendie de catégorie A ; - soit d'un déclencheur thermo-fusible à 70°C en partie supérieure de la gaine, lorsque le bâtiment n'est pas équipé d'un système de sécurité incendie de catégorie A. <p>Cette commande automatique n'est pas obligatoirement doublée d'une commande manuelle.</p>	<p>Conforme</p> <p>Sans objet : machinerie électrique en gaine</p>
<p>Le désenfumage de la gaine enclouonnée d'un ascenseur n'est pas exigible si la gaine est ventilée par convection forcée mécaniquement assurant, lorsque la température des machines ou de leurs organes de commande dépasse celle spécifiée par le constructeur dans la notice technique de l'ascenseur, un débit d'extraction minimal de 20 volumes/heure. Le volume à prendre en compte est égal à la section de la gaine sur une hauteur de 2 mètres, et la température ambiante à prendre en compte est de 40°C en l'absence de cette information du constructeur.</p>	<p>Conforme</p>

<p style="text-align: center;">LIVRE III</p> <p style="text-align: center;">Dispositions applicables aux établissements de 5e catégorie</p> <p style="text-align: center;">(Arr. du 22 juin 1990 modifié par l'arrêté du 21 mai 2008, du 26 juin 2008, du 7 juin 2010)</p>	<p style="text-align: center;">DISPOSITIONS PREVUES : BUREAUX</p>
<p>La mise en place d'une amenée d'air en partie basse de la gaine n'est pas obligatoire pour réaliser le désenfumage de la gaine encloisonnée d'un ascenseur.</p> <p>L'encloisonnement peut être commun à un escalier et à plusieurs ascenseurs, à condition que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ascenseur ne desserve pas les sous-sols lorsque l'escalier permet d'accéder aux étages ; - la gaine n'abrite pas de réservoir d'huile. 	<p></p> <p>Conforme</p> <p>Sans objet</p>
<p>4 - Les parois des gaines d'ascenseurs doivent être réalisées en matériaux incombustibles. Les revêtements intérieurs éventuels de ces parois doivent être en matériaux de catégorie M1 ou B-s1, d0.</p>	<p>Conforme</p>
<p>Article AS 4</p> <p><i>Modifié par Arrêté du 24 septembre 2009 - art. (V)</i></p> <p><i>Ascenseurs accessibles, en cas d'incendie, aux personnes en situation de handicap</i></p> <p><i>§ 1. Les ascenseurs destinés à l'évacuation des personnes en situation de handicap en cas d'incendie doivent répondre aux conditions suivantes :</i></p> <p><i>a) Les gaines des ascenseurs sont protégées suivant les dispositions des articles CO 53 ou CO 54 ;</i></p> <p><i>b) L'accès aux ascenseurs à chaque niveau s'effectue au travers d'un local d'attente servant de refuge ;</i></p> <p><i>c) Les gaines des ascenseurs n'abritent ni machine contenant de l'huile, ni réservoir d'huile, à l'exception des vérins, à condition que les canalisations contenant de l'huile soient rigides et qu'un bac métallique de récupération d'huile soit fixé au vérin au-dessus du fond de cuvette ;</i></p> <p><i>d) La puissance électrique totale installée en gaine est inférieure ou égale à 15 kVA.</i></p> <p><i>§ 2. Les caractéristiques de ce local d'attente sont les suivantes :</i></p> <p><i>a) Superficie :</i></p> <p><i>— la superficie totale du local ou des locaux d'attente doit être calculée de façon à recevoir les personnes en situation de handicap appelées à fréquenter le niveau concerné selon les dispositions de l'article CO 59. Toutefois, cette superficie peut être réduite lorsque le niveau est divisé en plusieurs parties communiquant entre elles par l'intermédiaire du local d'attente situé en position centrale ;</i></p> <p><i>CO 59 : superficie cumulée permettant d'accueillir au minimum 2 personnes en fauteuil roulant pour un effectif de public inférieur ou égal à 50 personnes, augmentée d'une personne en fauteuil roulant par tranche de 50 personnes supplémentaires reçues au niveau concerné, tout en maintenant la largeur du dégagement menant à l'issue ;</i></p> <p><i>— cette superficie doit être augmentée lorsque le local d'attente donne également accès à l'escalier afin que le passage des personnes valides ne constitue pas une gêne pour le passage des handicapés ;</i></p> <p><i>b) Résistance au feu :</i></p> <p><i>— les parois verticales ont le même degré coupe-feu que celui des planchers ;</i></p> <p><i>— les portes ont un degré coupe-feu selon les dispositions de l'article CO 59. Elles sont équipées de ferme-portes ou elles sont à fermeture automatique et s'ouvrent vers l'intérieur du local ;</i></p> <p><i>c) Réaction au feu :</i></p> <p><i>— les revêtements ont les mêmes degrés de réaction au feu que ceux des escaliers encloisonnés visés à l'article AM 7 ;</i></p> <p><i>d) Le local et les dégagements y conduisant doivent être désenfumés ;</i></p> <p><i>e) Le local doit comporter un éclairage de sécurité répondant aux dispositions de l'article EC 10 ;</i></p> <p><i>f) La distance à parcourir de tout point d'un niveau accessible aux handicapés pour atteindre la porte d'accès au local le plus proche est de 40 mètres lorsqu'il y a le choix entre plusieurs cheminements ou locaux d'attente et de 30 mètres dans le cas contraire. Cette distance est mesurée suivant l'axe des circulations.</i></p> <p><i>g) Le local d'attente doit être équipé d'un système permettant de communiquer avec le concierge, le gardien de l'immeuble, le réceptionniste ou tout autre préposé.</i></p>	<p>Sont concernés : les ascenseurs des blocs 1 et 3 (cf. plans de sécurité incendie)</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme (cf. plans de sécurité incendie)</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme (cf. plans de sécurité incendie)</p> <p>2 locaux d'attente par niveau au dessus du RdC, à proximité des ascenseurs des bloc 1 et 3</p> <p>Conforme : CF 1H</p> <p>Conforme : PF 1/2H (cf. CO24)</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme (voir plans de sécurité incendie)</p> <p>Conforme</p>
<p>§ 3. Les ascenseurs doivent disposer d'une alimentation électrique de sécurité (AES) répondant aux dispositions de l'article EL 13.</p>	<p>Conforme</p>
<p>§ 4. Les cabines d'ascenseurs doivent être équipées d'un dispositif de commande accompagnée fonctionnant à l'aide d'une clé. Un nombre de clés suffisant et d'un modèle unique est tenu à la disposition du directeur des secours.</p>	<p>Conforme</p>

<p style="text-align: center;">LIVRE III</p> <p style="text-align: center;">Dispositions applicables aux établissements de 5e catégorie (Arr. du 22 juin 1990 modifié par l'arrêté du 21 mai 2008, du 26 juin 2008, du 7 juin 2010)</p>	<p style="text-align: center;">DISPOSITIONS PREVUES : BUREAUX</p>
<p><i>En outre, les cabines doivent être équipées d'un système permettant de communiquer avec le poste de sécurité, s'il existe, ou bien avec l'une des personnes mentionnées au paragraphe 2 (g) ci-dessus.</i></p> <p>Article AS 5</p> <p>Consignes et signalisation</p> <p><i>Des consignes précises doivent être établies et affichées à chaque niveau, par l'exploitant, en ce qui concerne notamment l'utilisation des ascenseurs et des locaux d'attente. Ces derniers, ainsi que leur chemin d'accès, doivent être parfaitement signalés.</i></p>	<p>Conforme</p> <p>Concerne l'exploitant</p>
<p style="text-align: center;">SECTION VIII</p> <p style="text-align: center;">Moyens de secours</p>	
<p>Art. PE 26 - Moyens d'extinction –</p> <p>1 - (Arr. 26/06/2008, art. 8). Les établissements doivent être dotés d'au moins un extincteur portatif installé dans les conditions définies par l'article MS 39 et en atténuation de cet article avec un minimum d'un appareil pour 300 m² et un appareil par niveau.</p> <p><i>MS 39 - Emplacement - Les appareils mobiles doivent être répartis de préférence dans les dégagements, en des endroits bien visibles et facilement accessibles. Ils ne doivent pas apporter de gêne à la circulation des personnes et leur emplacement doit être tel que leur efficacité ne risque pas d'être compromise par les variations éventuelles de température survenant dans l'établissement.</i></p> <p>(Arr. du 2 févr. 1993, art. 2) (Entrée en vigueur : le 18 juin 1993 Arr. 2 févr. 1993, art. 6). Les extincteurs portatifs doivent être accrochés à un élément fixe.</p> <p>2 - Des colonnes sèches doivent être installées dans les escaliers protégés des établissements dont le plancher bas le plus élevé est à plus de 18 mètres du niveau de la voie accessible aux engins des sapeurs-pompiers.</p> <p>3 - (Arr. 29 janv. 2003, art. 3). (NDLR : entrée en vigueur : le 9 mai 2003 Arr. 29 janv. 2003, art. 4). Lorsqu'un appareil ou un dispositif d'extinction n'est pas apparent, il doit être signalé par un panneau conforme aux signaux normalisés d'indication de localisation d'un équipement de lutte contre l'incendie ou d'un autre moyen d'alarme ou d'alerte définis à la norme NF X 08-003 relative aux couleurs et signaux de sécurité.</p>	<p>Mise en place d'extincteurs à eau pulvérisée à raison d'un appareil de 6l pour 200m2, complétés par des extincteurs à poudre à proximité des tableaux électriques.</p> <p>Conforme</p> <p>Sans objet</p> <p>Conforme</p> <p>AUTRES MOYENS DE SECOURS</p> <p>* Un poteau d'incendie Ø 100 à l'angle des rue Félix Eboué et Louis Blanc</p> <p>* Un poteau d'incendie Ø 100 à l'angle des rue Jacques Cazotte et Redoute Matouba</p>
<p>Art. PE 27 - Alarme, alerte, consignes – Modifié par Arrêté du 11 décembre 2009</p> <p>1 - Un membre du personnel ou un responsable au moins doit être présent en permanence lorsque l'établissement est ouvert au public.</p> <p>(Arr. du 2 févr. 1993, art. 4) (Entrée en vigueur : le 18 juin 1993 Arr. du 2 févr. 1993, art. 6). Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux établissements recevant moins de vingt personnes et ne comportant pas de locaux à sommeil.</p> <p>2 - Tous les établissements doivent être équipés d'un système d'alarme selon les modalités définies ci-dessous :</p> <p>a) L'alarme générale doit être donnée par établissement recevant du public et par bâtiment si l'établissement comporte plusieurs bâtiments ;</p> <p>b) Le signal sonore d'alarme générale ne doit pas permettre la confusion avec d'autres signalisations utilisées dans l'établissement. Il doit être audible de tout point du bâtiment pendant le temps nécessaire à l'évacuation ;</p> <p>c) (Arr. du 31 mai 1991) Le personnel de l'établissement doit être informé de la caractéristique du signal sonore d'alarme générale. Cette information peut être complétée par des exercices périodiques d'évacuation ;</p> <p>d) Le choix du matériel d'alarme est laissé à l'initiative du chef d'établissement qui devra s'assurer de son efficacité ;</p> <p>e) Le système d'alarme doit être maintenu en bon état de fonctionnement.</p>	<p>Concerne l'exploitant</p> <p>Sans objet</p> <p><u>Les exigences de la réglementation se limitent à une alarme de type 4. à savoir :</u></p> <p>Article MS 62 §3 : Tout dispositif sonore à condition qu'il soit autonome (cloche, sifflet, trompe, bloc autonome d'alarme sonore du type Sa associé à un interrupteur, etc.)</p> <p><u>Compte tenu de la forte sécurisation de l'ensemble de l'établissement, notamment par le stockage de données sensibles les accès et les issues contrôlés, il est proposé l'installation d'un système de sécurité incendie (SSI) de catégorie A adressable avec alarme de type 1 constitué par les équipements suivants :</u></p>

<p style="text-align: center;">LIVRE III</p> <p style="text-align: center;">Dispositions applicables aux établissements de 5e catégorie (Arr. du 22 juin 1990 modifié par l'arrêté du 21 mai 2008, du 26 juin 2008, du 7 juin 2010)</p>	<p style="text-align: center;">DISPOSITIONS PREVUES : BUREAUX</p>
<p>3 - La liaison avec les sapeurs-pompiers doit être réalisée par téléphone urbain dans tous les établissements. Toutefois, dans les cas d'occupation épisodique ou très momentanée de l'établissement, cette liaison n'est pas exigée.</p> <p>4 - Des consignes précises, affichées bien en vue, doivent indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> — le numéro d'appel des sapeurs-pompiers ; — l'adresse du centre de secours de premier appel ; — les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre. 	<p><i>Un tableau de détection avec CMSI intégré.</i> <i>Des détecteurs automatiques (détecteur optique de fumée, détecteur de chaleur, détecteur de flamme infrarouge...)</i> <i>Des déclencheurs manuels.</i> <i>Des BAAS et diffuseurs sonores</i> <i>Des ventouses</i> <i>Des équipements pour issue de secours.</i></p>
<p>5 - Le personnel doit être instruit sur la conduite à tenir en cas d'incendie et être entraîné à la manœuvre des moyens de secours.</p>	<p><i>La gestion des dispositifs de verrouillage/déverrouillage des issues sera centralisée sur une Unité de Gestion Centralisée des Issues de Secours (UGCIS) sur un module déporté.</i></p>
<p>6 - Dans les établissements implantés en étage ou en sous-sol, un plan schématique, conforme aux normes (Norme NF S 60-302), sous forme d'une pancarte indestructible, doit être apposé à l'entrée, pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Ce plan comporte l'emplacement des locaux techniques, des stockages dangereux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes des équipements de sécurité.</p>	
<p style="text-align: center;">CHAPITRE III</p> <p style="text-align: center;">Règles complémentaires pour les établissements comportant des locaux réservés au sommeil</p>	<p><i>Sans objet</i></p>
<p style="text-align: center;">AUTRES PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES AUX ARTICLES PE</p>	
<p>Art. GE 2 - Dossier de sécurité –</p> <p>1 - Les dossiers prévus à l'article R. 123-24 du Code de la construction et de l'habitation sont fournis avec une notice récapitulant les dispositions prises pour satisfaire aux mesures prévues par le règlement de sécurité.</p> <p>2 - (Arr. 23 janv. 2004, art. 1er). Entrée en vigueur : le 22 mai 2004 Les documents de détail intéressant les installations techniques, prévus par l'article R. 123-25 du code de la construction et de l'habitation, doivent pouvoir être fournis par le constructeur ou l'exploitant avant le début des travaux portant sur ces installations ; ils sont alors communiqués à la commission de sécurité.</p> <p><i>Les chapitres ci-après du présent titre fixent pour chacune des installations la liste de ces documents.</i></p>	<p><i>Cf. la présente notice de sécurité et les plans annexés</i></p> <p><i>Seront fournis pour la Commission de Sécurité</i></p>
<p>Art. GE 3 - Visite de réception –</p> <p>1 - La demande d'autorisation d'ouverture, présentée par l'exploitant conformément à l'article R. 123-45 du Code de la construction et de l'habitation, est communiquée à la commission de sécurité qui procède alors à la visite de réception.</p> <p>2 - L'exploitant doit être en mesure de communiquer à la commission les dossiers de renseignements de détail des installations, techniques mis à jour après exécution des travaux et les rapports des organismes ou personnes chargés des vérifications techniques imposées par le présent règlement.</p>	<p><i>Concerne le MO</i></p>
<p>Art. GE 5 - Avis relatif au contrôle de la sécurité - Dans tous les établissements assujettis aux dispositions du présent titre, il doit être affiché d'une façon apparente, près de l'entrée principale, un « avis » relatif au contrôle de la sécurité.</p>	<p><i>Concerne le MO</i></p>
<p>SECTION II</p> <p>Vérifications techniques</p> <p>Art. GE 6 – Généralités (Arr. 28 mars 2007, art. 1e) – Entrée en vigueur : le 19 novembre 2007</p> <p>1 - Les vérifications techniques prévues par l'article R. 123-43 du code de la construction et de l'habitation doivent être effectuées soit par des organismes agréés par le ministre de l'intérieur, soit par des techniciens compétents.</p> <p>2 - Les vérifications techniques doivent être effectuées par des organismes agréés lorsque la suite du présent règlement le prévoit.</p> <p>3 - Les différents types de vérifications ainsi que les règles relatives au contenu et à la rédaction des rapports et des avis sont détaillés dans les sous-sections I et II de la présente section.</p>	<p><i>Concerne l'exploitant</i></p> <p><i>Concerne l'exploitant</i></p>

HOTEL DE POLICE DE FORT-DE-FRANCE

ANNEXE A LA NOTICE DE SECURITE INCENDIE (BUREAUX)

Mise à jour : 22/04/13

PRODUITS DANGEREUX

SERVICE	Nature	Caractéristiques et lieux de stockage	
DRRI	Quelques centaines de munitions 9mm	Coffre-forts dans les bureaux N° : 0425-0426-0427-0429 à 0432	
DIPJ	750 munitions 9mm	Au sein du local 0321 Pièce technique annexe dans des armoires.	
	400 munitions 5,56mm		
Service de l'Identité Judidaire	PANASOLVE : 200 ml (1/5 du flacon d'un litre)	Solvant ininflammable	Au sein du local 0335 Laboratoire, dans des armoires
	HARDROX : 1 litre	Produit de traitement de surface inflammable.	
	BASIC YELLOW : 500 ml	Révéléateur fluorescence. Inflammable	
	DFO : 200 ml	Diazafluoren : révélateur d'empreintes digitales par fluorescence. Inflammable.	
	NINHIDRINE (5g/L) : 2 litres	Révéléateur d'empreintes digitales. Inflammable.	
	REVELATEUR PHYSIQUE A : 50 cl	Inflammable	
	REVELATEUR PHYSIQUE B : 1L	Inflammable	
	WETPOWDER : 2 litres.	Révéléateur en poudre - ininflammable	
DDSP ARMURERIE		Armoires spécialisées dans locaux indépendants et cloisonnés en maçonnerie	
0076 - Stockage d'armes	SIG : 400 / FAP / FB / PM / AMD / TASER		
0077 - Stockage grenades	MP7 : 500 / GLI : 50 / DMP : 100		
0078 - Stockage munitions	9mm : 8000 / Cal 12 : 660 / FB : 400 40x46 : 500 / AMD 5,56 : 100		
0079 - Stockage matériel protection	NBC : 48 / Lacry : 50 / GPB - Casques - Boucliers Tonfa.		

<p>Maître d'ouvrage :</p> <p>MINISTERE DE L'INTERIEUR - PREFECTURE DE LA REGION MARTINIQUE</p> <p>Conducteur d'Opération :</p> <p>Direction d'infrastructure de la défense de Fort-de-France</p>
<p>Opération :</p> <p>CONSTRUCTION DU NOUVEL HOTEL DE POLICE DE FORT-DE-FRANCE</p> <p>Bld du Général de Gaulle - 97000 - FORT-DE-FRANCE</p>
<p>Maîtrise d'oeuvre :</p> <p>François MONNET - Gilles LE DRIAN - SCA Dervain-Van The - architectes</p> <p>68 rue Hoche, 93170 BAGNOLET - Tél : 01 43 62 64 22 - Fax : 01 72 71 84 49</p> <p>Mobiles : MONNET : 06 71 57 59 12 / LE DRIAN : 06 08 53 66 18</p> <p>332 Le Vieux Moulin de Didier 97200 FORT-DE-FRANCE - Tél 0596 64 84 85 Fax 0596 64 69 56</p> <p>GRONTMIJ SECHAUD BOSSUYT : Bureau d'études</p> <p>Tour de Rosny2 – Av du Général de Gaulle - 93118 ROSNY SOUS BOIS CEDEX - Tél : 01 48 12 07 10 – Fax 01 48 12 07</p> <p>CETE Ingénierie</p> <p>Résidence Morne Vannier – Eole 2 - 97200 FORT DE FRANCE - Tel 0596 60 99 17 - Fax 0596 63 77 29</p> <p>Geoff ROOKE consultant parasismique</p> <p>Le Bas Lin, 44119 TREILLIERES - Tél/Fax : 02 51 82 62 48</p>

PHASE : DCE		
3.31 NOTICE DE SECURITE INCENDIE		
2. PARC DE STATIONNEMENT		
Arrêté du 9 mai 2006 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (parcs de stationnement couverts) - Version consolidée au 20 décembre 2012		
Chapitre VI. - Etablissements de type PS Parcs de stationnement couverts		
	Section I. - Généralités	PS 1 à PS 4
	Section II. - Dispositions constructives	PS 5 à PS 15
	Section III. - Aménagements	PS 16 à PS 17
	Section IV. - Installations techniques et électriques	PS 1 à PS 4
	Section V. - Secours contre l'incendie	PS 25 à PS 30
	Section VI. - Qualité de l'air	PS 31
	Section VII. - Contrôles et visites	PS 32 à PS 33
	Section VIII. - Etablissements existants (sans objet)	PS 34
	Section IX. - Parcs de stationnement particuliers (sans oobjet)	PS 35 à PS 43

Indice	Mise à jour	Nature
-	12/03/13	Dossier initial - provisoire
a	18/03/13	M à J Dossier initial - provisoire
b	22/04/13	M à J - APS : Isolement
c	04/11/13	MàJ - APD - Sous détail du calcul des surfaces d'ouverture en façades
d-e		Sans objet
f	31/07/14	MàJ Dossier PRO : prise en compte ingénierie du feu
g	30/09/14	MàJ Locaux à risque et numérotation LRP
h	03/02/15	Version DCE
i	16/03/15	MàJ DCE (Sans changement)

Arrêté du 9 mai 2006 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (parcs de stationnement couverts) - Version consolidée au 20 décembre 2012	DISPOSITION PREVUES POUR LE PARC DE STATIONNEMENT
NOR : INTE0600458A	
A N N E X E	
Dans le chapitre XI du titre II du livre II du règlement, les dispositions de l'article W 7 sont remplacées par les dispositions suivantes :	
<p align="center">« Article W 7</p> <p align="center"><i>Parc de stationnement couvert</i></p> <p>Les intercommunications éventuelles réalisées entre un établissement du présent chapitre et un établissement de type PS sont assujetties aux dispositions de l'article PS 8, § 4. »</p>	<p><i>Bureaux</i></p> <p><i>Voir l'article PS 8, § 4.</i></p>
<p align="center"><i>« CHAPITRE VI</i></p> <p align="center">Etablissements de type PS Parcs de stationnement couverts</p> <p align="center">Section I</p>	
<p align="center">Généralités</p> <p align="center">Article PS 1</p>	
<p><i>Etablissements assujettis</i></p> <p>Le présent chapitre du livre IV complète les dispositions du livre I^{er} du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.</p> <p>Sont exclus du champ d'application de cet arrêté les parcs de stationnement couverts liés exclusivement à un bâtiment d'habitation et à un bâtiment relevant du Code du travail.</p>	<i>L'établissement est assujetti</i>
Il fixe les prescriptions applicables aux parcs de stationnement couverts pouvant accueillir plus de 10 véhicules à moteur. Le poids total autorisé en charge de chaque véhicule admis dans ces parcs ne doit pas excéder 3,5 tonnes.	<i>260 VL et 23 deux-roues</i>
Les dispositions du livre II, titre I ^{er} , du règlement ne sont pas applicables, sauf celles relevant d'articles expressément mentionnés dans la suite du présent chapitre et dénommées dispositions générales du règlement dans la suite du texte.	
<p align="center">Article PS 2</p> <p align="center"><i>Capacité d'accueil</i></p> <p>Le nombre de places de stationnement pris en compte dans un parc de stationnement couvert tient compte des dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les véhicules ne doivent stationner que dans des emplacements réservés à cet effet et faisant l'objet d'un marquage au sol ; – cinq emplacements matérialisés pour le stationnement d'un deux-roues à moteur équivalent à un emplacement pour le stationnement d'un véhicule quatre roues à moteur ; – les places à l'air libre situées en terrasse sont comptabilisées dans la capacité d'accueil du parc. 	<p><i>Equivalent : 261+4 = 265 véhicules</i></p> <p><i>Conforme</i></p>
<p align="center">Article PS 3</p> <p align="center"><i>Définitions</i></p> <p>Pour l'application du présent règlement, on entend par :</p>	
<i>Parc de stationnement</i> : établissement couvert surmonté d'un plancher, d'une toiture, d'une terrasse ou d'une couverture quelle que soit sa nature. Il est destiné au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque. Le plancher supérieur ou la terrasse peut aussi être destiné au remisage des véhicules.	<i>Conforme</i>
<i>Parc de stationnement mixte</i> : parc disposant de niveaux de stationnement superposés en infrastructure et en superstructure.	<i>Sans objet.</i>

Arrêté du 9 mai 2006 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (parcs de stationnement couverts) - Version consolidée au 20 décembre 2012	DISPOSITION PREVUES POUR LE PARC DE STATIONNEMENT
– le plancher bas est à plus de 1 mètre en contrebas du niveau de la voirie.	Sans objet.
<i>Véhicules à moteur</i> : on entend par véhicules à moteur les véhicules alimentés à l'essence, au gazole ou au biocarburant, les véhicules dont le mode de propulsion est soit le gaz de pétrole liquéfié (GPL), soit le gaz naturel pour véhicules (GNV), les véhicules à propulsion électrique, les véhicules à piles à combustible et les véhicules hybrides.	Conforme
<i>Unité de passage</i> : la largeur type appelée « unité de passage » est de 0,60 mètre. Toutefois, quand un dégagement ne comporte qu'une ou deux unités de passage, la largeur est respectivement portée de 0,60 mètre à 0,90 mètre et de 1,20 mètre à 1,40 mètre.	Conforme
<i>Dégagement</i> : toute partie de la construction permettant le cheminement d'évacuation des occupants : porte, sortie, circulation horizontale, zone de circulation, escalier, couloir, rampe pour piétons, trottoir.	Conforme
Article PS 4 <i>Activités autorisées</i>	
§ 1. Sont seules autorisées dans le cadre du fonctionnement normal des parcs de stationnement, sans mesure de sécurité additionnelle, les	
– aires de lavage de véhicules ;	Une aire de lavage est prévue, d'une surface d'environ 20m2
– montage de petits équipements et accessoires automobiles (autoradio, pare-brise, attelage, etc.) ;	Ainsi qu'un local épave 2 roues de 36 m2 et vélos 41 m2
– location de véhicules, location et stationnement de cycles ;	Sans objet
– charge de véhicules électriques dans les conditions définies par l'article PS 23.	Voir PS23
La surface totale occupée par les trois premières activités ci-dessus est limitée à 5 % de la surface de l'ouvrage sans dépasser 500 mètres carrés par activité.	Au total 97 m2 pour une surface autorisée de 7058 x 5% = 353 m2 maximum
Les activités annexes doivent respecter les dispositions suivantes :	Local annexes contigus (Poubelles, stock mobilier, atelier, Entretien génarl, Vestiaires, box canins) totalisant 93m2
– l'exploitant du parc est le responsable unique de la sécurité ;	Conforme
– l'utilisation de flammes nues dans ces activités est interdite ;	Conforme
– le volume maximal de liquide inflammable stocké ou utilisé sur une activité annexe est inférieur à 5 litres en atténuation aux dispositions de l'article PS 28 ;	Conforme
– l'implantation de ces activités ne doit pas perturber le désenfumage ;	Conforme
– le volume d'un local de stockage lié à une activité annexe est limité à 250 mètres cubes ;	Volume des locaux annexes contigus : 241m3
– le local de stockage dispose de parois coupe-feu de degré 1 heure ou EI 60 et de portes coupe-feu de degré 1/2 heure munies de ferme-portes ou EI 30-C dont la fermeture est asservie à des détecteurs autonomes déclencheurs ou au système de détection automatique d'incendie quand il existe ;	Conforme
– le potentiel calorifique des produits et matériels stockés à l'intérieur d'un tel local n'excède pas 900 MJ par mètre carré ;	Conforme
– des extincteurs portatifs appropriés aux risques à combattre, à raison d'au moins un appareil de 6 litres pour 200 mètres carrés d'activité, sont disposés sur les lieux des activités.	Soit pour 97 + 93 = 190m2, 1 extincteur minimum : 3 extincteurs prévus
Les autres activités ne sont autorisées dans un parc de stationnement qu'après avis favorable de la commission de sécurité compétente. Toutefois, les stations-service de distribution de carburants peuvent être autorisées en type M sous réserve de respecter les dispositions prévues pour ce type.	Sans objet.
Indépendamment des dispositions ci-dessus, les locaux prévus à l'article PS 9, § 2, sont autorisés dans les parcs de stationnement.	Voir art. PS9 §2
§ 2. Lorsque des aires de livraison sont aménagées dans un parc de stationnement, elles respectent les dispositions suivantes :	Sans objet.

Arrêté du 9 mai 2006 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (parcs de stationnement couverts) - Version consolidée au 20 décembre 2012	DISPOSITION PREVUES POUR LE PARC DE STATIONNEMENT
Section II Dispositions constructives	
Article PS 5 <i>Conception et desserte</i>	
Le plancher du niveau le plus haut et celui du niveau le plus bas d'un parc de stationnement ne peuvent se situer à plus de 28 mètres du niveau de référence. Afin de permettre aux sapeurs-pompiers d'accéder rapidement à chaque niveau, les parcs disposant de plus de sept niveaux en infrastructure doivent disposer d'au moins un ascenseur à dispositif d'appel prioritaire pompiers.	<i>Sans objet.</i>
Chaque parc de stationnement est desservi, au niveau de référence, par au moins une voie utilisable en permanence par les engins des services publics de lutte contre l'incendie et de secours conformément aux dispositions de l'article CO 2, § 1, des dispositions générales du règlement.	<i>Conforme.</i> <i>En complément à la réglementation, il est prévu une baie pompier dans la façade Sud (rue Jacques Cazotte) au niveau P1.</i>
Article PS 6 <i>Structures</i>	
Les éléments porteurs d'un parc de stationnement couvert non surmonté par un autre bâtiment sont stables au feu de degré 1 heure ou R 60 et les planchers intermédiaires coupe-feu de degré 1 heure ou REI 60 dans les cas suivants :	Voir article PS7
– parc de stationnement couvert en superstructure disposant de deux niveaux au plus au-dessus du niveau de référence ;	<i>5 niveaux au dessus du rez-de-chaussée</i>
– parc de stationnement couvert en infrastructure disposant de deux niveaux au plus ;	<i>Sans objet.</i>
– parc de stationnement couvert mixte disposant de deux niveaux au plus.	<i>Sans objet.</i>
Les éléments porteurs d'un parc sont stables au feu de degré 1 h 30 ou R 90 et les planchers intermédiaires coupe-feu de degré 1 h 30 ou REI 90 dans les autres cas.	Voir article PS7
Toutefois, en atténuation, les dispositions des articles CO 13, § 3 et CO 14 des dispositions générales du règlement relatives aux éléments principaux de structures de la toiture et aux bâtiments en rez-de-chaussée sont applicables.	<i>CAS DU DERNIER NIVEAU (P5) A L'AIR LIBRE : à ce niveau le parc de stationnement est partiellement couvert par des éléments légers au droit des emplacements de véhicules.</i>
<i>CO 13, § 3 Cas particuliers de résistance au feu de certains éléments de structure</i>	
<i>§ 3. Les éléments principaux de structure de la toiture peuvent être seulement SF de degré une demi-heure, si les conditions suivantes sont remplies :</i>	
<i>- l'établissement occupe le dernier niveau du bâtiment ou est à rez-de-chaussée ;</i>	<i>Conforme</i>
<i>- la toiture n'est pas accessible au public ;</i>	<i>Conforme</i>
<i>- la ruine de la toiture ne risque pas de provoquer d'effondrement en chaîne.</i>	<i>Conforme</i>
Toutefois ces éléments ne sont soumis à aucune exigence de stabilité au feu, lorsque simultanément :	<i>Ces conditions étant réunies, la structure et les éléments constitutifs (visibles du plancher P5) des couvertures partielles du niveau P5 n'ont pas de stabilité particulière.</i>
<i>- les conditions de l'alinéa ci-dessus sont réalisées ;</i>	
<i>- les matériaux utilisés sont incombustibles, en lamellé collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par le CECMI ;</i>	
<i>- la structure de la toiture est visible du plancher du local occupant le dernier niveau ou surveillée par un système de détection automatique ou protégée par un système d'extinction automatique du type sprinkleur ou isolée par un écran protecteur qui lui assure une stabilité au feu de degré une demi-heure et qui respecte les conditions du deuxième alinéa de l'article CO 12, paragraphe 1.</i>	
<i>CO 14 Sans objet : concerne les bâtiments à simple rez-de-chaussée</i>	
Article PS 7 <i>Recours à l'ingénierie du comportement au feu</i>	Il s'agit d'un parc de stationnement largement ventilé (PSLV)
Le recours à l'ingénierie du comportement au feu tel que défini par l'arrêté du 22 mars 2004 relatif à la résistance au feu des produits, éléments de construction et d'ouvrages relève de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP/IGH. L'utilisation de scénarios d'incendie doit être réalisée dans le cadre réglementaire de l'arrêté précité.	<i>Structure du PSLV stable au feu selon l'étude de comportement au feu par le CTICM (Réf : SRI – 14/018b – AS/Nb du 26/06/14) validé par avis favorable d'EFFECTIS (Réf 14-000561-OZBdu 26/08/14)</i>

Arrêté du 9 mai 2006 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (parcs de stationnement couverts) - Version consolidée au 20 décembre 2012	DISPOSITION PREVUES POUR LE PARC DE STATIONNEMENT
<p align="center">Article PS 8 <i>Isolement</i></p> <p>Au sens du présent règlement, les parcs de stationnement sont considérés comme des établissements à risques courants.</p>	
§ 1. Isolement d'un parc de stationnement par rapport à un tiers en vis-à-vis :	<i>Sans objet. Pas de tiers en vis-à-vis</i>
§ 2. Isolement entre un parc de stationnement et un bâtiment ou un local contigu abritant une autre activité ou exploité par un tiers :	<p><i>Le parc de stationnement est contigu :</i></p> <p><i>* A la partie bureaux de l'Hôtel de Police</i></p> <p><i>* Au pignon Est du Collège Julia Nicolas</i></p>
Le degré coupe-feu de la paroi d'isolement d'un parc de stationnement couvert avec un bâtiment ou un local contigu abritant une autre activité ou exploité par un tiers est au moins égal au degré de stabilité au feu de l'établissement le plus exigeant avec un minimum de 1 heure. Cette durée est portée à 4 heures si l'établissement contigu est un immeuble de grande hauteur.	<p><i>Les degrés coupe-feu des parois d'isolement seront de :</i></p> <p><i>* 1h30 pour la partie contigüe aux bureaux de l'Hôtel de Police</i></p> <p><i>* 1h30 pour la partie contigüe au collège, cette résistance au feu étant assurée par les voiles en béton armé formant le pignon du collège.</i></p>
<i>CO 7.§4 : § 4. Lorsque les plans des façades de l'établissement recevant du public et du tiers contigu forment entre eux un dièdre inférieur à 135°, une bande d'isolement verticale PF de degré une demi-heure de deux mètres de largeur doit être réalisée le long de l'arête de ce dièdre. Toutefois la largeur de cette bande d'isolement peut être réduite à un mètre s'il existe déjà un tel isolement sur le tiers contigu.</i>	<p><i>Bien que non expressément prescrit dans les règles PS, il est fait application de l'article CO 7 §4 à l'angle des façades bureaux avec le parking au droit des terrasses de communication à l'air libre à chaque étage.</i></p> <p><i>Disposition identique à l'angle entre le collège et le parking au droit de la cour de récréation.</i></p>
§ 3. Isolement entre un parc de stationnement et un bâtiment ou un local superposé abritant une autre activité ou exploité par un tiers :	<i>Sans objet.</i>
<p>§ 4. Intercommunication avec un local ou établissement abritant une autre activité ou exploité par un tiers :</p> <p>– les intercommunications éventuellement aménagées dans les murs ou parois sont réalisées par un sas d'une surface minimale de 3 mètres carrés avec une largeur d'au moins 0,90 mètre. Leurs parois ont le même degré de résistance au feu que les murs ou parois traversés. Le sas dispose de deux portes uniquement, situées aux extrémités du sas, pare-flammes de degré 1/2 heure, équipées chacune d'un ferme-porte ou E 30-C, et s'ouvrant toutes les deux vers l'intérieur. Lorsque ces sas sont susceptibles d'être empruntés par des personnes à mobilité réduite, leur surface minimale est de 5 mètres carrés. La largeur de ces sas et celle des circulations les reliant aux places de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite sont d'au moins 1,50 mètre.</p> <p>Tout autre dispositif est autorisé après avis de la commission de sécurité compétente. Un sas ne contient ni dépôt de matériel ni armoire ou tableau électrique.</p>	<p><i>Intercommunication avec la partie bureaux de l'Hôtel de Police :</i></p> <p><i>RdC : pas d'intercommunication. Liaison avec le parc par la cour de service à l'air libre.</i></p> <p><i>ETAGES : intercommunication par une terrasse à l'air libre de 4,70m de largeur et d'une surface supérieure ou égale à 14m2.</i></p>
Lorsqu'un parc de stationnement couvert et un tiers relèvent de directions distinctes, un accord contractuel définissant les obligations des parties relatives à la maintenance des dispositifs de franchissement est établi et joint au dossier prévu à l'article R. 123-24 du Code de la construction et de l'habitation ainsi qu'au registre de sécurité de l'établissement.	<i>Sans objet</i>
Si l'établissement contigu est un immeuble de grande hauteur, les dispositions de la réglementation propre à ces immeubles et concernant les parcs de stationnement s'appliquent.	<i>Sans objet</i>

Arrêté du 9 mai 2006 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (parcs de stationnement couverts) - Version consolidée au 20 décembre 2012	DISPOSITION PREVUES POUR LE PARC DE STATIONNEMENT
<p align="center">Article PS 9 <i>Locaux non accessibles au public</i></p>	
Les accès aux locaux non accessibles au public sont maintenus dégagés.	Conforme
Lorsque l'implantation d'un local dans un parc de stationnement couvert est assujettie aux conditions particulières d'isolement définies ci-dessous, il est facilement identifiable au moyen d'un signal de sécurité conforme à la norme NF ISO 3864-2 relative aux couleurs et signaux de sécurité et apposé sur la porte d'accès.	Conforme
§ 1. Locaux nécessaires à l'exploitation du parc de stationnement :	Sans objet.
<p>§ 2. Locaux techniques non liés à l'exploitation du parc de stationnement :</p> <p>Les locaux techniques non liés à l'activité du parc tels que les chaufferies, les locaux réservés aux poubelles, un local groupe électrogène non lié à l'activité du parc, peuvent être installés à l'intérieur du parc. Ils sont isolés par des parois au moins coupe-feu de degré 1 heure, REI 60 si elles assurent une fonction porteuse, ou EI 60. Les dispositifs de communication entre ces locaux et les zones du parc réservées au stationnement sont coupe-feu de degré 1 heure ou EI 60, les portes s'ouvrent vers le parc et sont munies de ferme-porte. Ces locaux ne doivent pas être ventilés sur le parc, ils peuvent l'être sur la rampe d'accès qui donne à l'air libre.</p>	<p>Local annexes contigus (Poubelles, stock mobilier, atelier, Entretien génral, Vestiaires, box canins) totalisant 93m2</p> <p>Conforme</p>
§ 3. Groupement d'établissements :	Sans objet
<p align="center">Article PS 10 <i>Toitures</i></p>	
Si la toiture du parc est dominée par des parties de façades de bâtiments comportant des baies vitrées ou ouvertes, elle est réalisée, sur	Sans objet
<p align="center">Article PS 11 <i>Façades</i></p>	
Dans le cas où le bâtiment comporte plus d'un niveau en superstructure, les façades du parc de stationnement satisfont à la règle suivante : $C + D > 0,80$ mètre, en application des prescriptions définies dans l'instruction technique n° 249.	Sans objet (voir ci-après)
Toutefois, à l'exception des parties de façade situées au droit des planchers d'isolement avec un établissement abritant une autre activité ou exploité par un tiers, cette règle n'est pas exigée si le parc de stationnement est entièrement équipé d'un système d'extinction automatique du type sprinkleur ou d'un système de détection incendie tel que défini à l'article PS 27, § 2-b).	Le parc est équipé de détection incendie
<p align="center">Article PS 12 <i>Compartimentage</i></p>	
<p align="center">Article PS 13 <i>Communications intérieures, escaliers et sorties</i></p>	Sans objet : parc largement ventilé
§ 1. A chaque niveau, la distance à parcourir par les usagers pour atteindre un escalier ou une sortie en dehors des zones de stationnement ne dépasse pas :	
– 40 mètres si les usagers se situent entre deux escaliers ou sorties opposés au moins ;	Conforme : la distance maximum entre les 2 escaliers est de 66m ($66 / 2 = 33m$)
– 25 mètres dans les autres cas. Toutefois, lorsqu'une partie du parc en cul-de-sac ne dépassant pas 25 mètres débouche sur une circulation menant à deux escaliers ou sorties opposés au moins, alors, la distance totale pour atteindre un escalier ne doit pas dépasser 40 mètres.	
Les distances de 25 et 40 mètres peuvent être portées respectivement à 30 et 50 mètres pour les parcs de stationnement largement ventilés.	Conforme : la distance maximum entre les 2 escaliers est de 66m ($66 / 2 = 33m$)
Les distances sont mesurées dans l'axe des circulations des véhicules depuis l'axe de la place la plus éloignée jusqu'à la porte de l'escalier ou celle du sas correspondant ou de la porte de sortie la plus proche.	

Arrêté du 9 mai 2006 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (parcs de stationnement couverts) - Version consolidée au 20 décembre 2012	DISPOSITION PREVUES POUR LE PARC DE STATIONNEMENT
Un escalier comportant sur un même niveau plusieurs portes ou plusieurs sas d'accès situés sur des côtés opposés ou non n'est pas considéré comme répondant aux dispositions du premier tiret du présent paragraphe.	Sans objet
§ 2. Il est interdit de placer une ou deux marches isolées dans les circulations assurant un cheminement vers les escaliers ou les sorties.	Sans objet
<p>§ 3. Les escaliers sont à volées droites lorsqu'ils desservent plus de quatre niveaux.</p> <p>Les escaliers, leurs accès et les sas correspondants ont une largeur d'au moins 0,90 mètre et sont maintenus dégagés en permanence.</p> <p>Le volume d'encloisonnement des escaliers desservant les sous-sols n'est pas en communication directe avec le volume d'encloisonnement des escaliers desservant les étages.</p>	<p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Sans objet</p>
<p>§ 4. Les escaliers peuvent être soit encloisonnés, soit à l'air libre.</p> <p>Dans le cas des escaliers encloisonnés, les parois les séparant du reste du parc sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> – coupe-feu de degré 1 heure, REI 60 en cas de fonction porteuse ou EI 60, dans le cas général ; – coupe-feu de degré 1/2 heure, REI 30 en cas de fonction porteuse ou EI 30, si le parc ne comporte qu'un niveau sur rez-de-chaussée. <p>Les escaliers à l'air libre disposent d'au moins une façade ouverte sur l'extérieur, comportant sur toute sa longueur des vides au moins égaux à la moitié de la surface totale de cette paroi. Les autres parois répondent aux conditions ci-dessus.</p> <p>Les escaliers sont réalisés en matériaux A1.</p>	<p>Escalier 1 dans le bloc 1 des bureaux : fonction porteuse. Parois CF 1h</p> <p>Escalier 5 à l'angle Sud-est du parking : fonction non porteuse. Parois CF 1/2h</p> <p>L'escalier 5 est à l'air libre, par sa façade Est côté rue de la Redoute Matouba.</p> <p>Conforme</p>
<p>§ 5. A l'intérieur du parc, un accès aux escaliers s'effectue selon le cas, suivant les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – si l'escalier est à l'air libre ou lorsqu'il débouche directement sur l'extérieur ou dans un hall à l'air libre, par une porte pare-flammes de degré 1/2 heure équipée d'un ferme-porte ou E 30-C et s'ouvrant dans le sens de la sortie en venant du parc ; – dans les autres cas, par un sas d'une surface minimale de 3 mètres carrés isolé dans les conditions précisées au paragraphe 4 ci-dessus et disposant de portes s'ouvrant vers l'intérieur, pare-flammes de degré 1/2 heure et équipées de ferme-porte ou E 30-C. La distance entre la porte d'accès au sas en venant du parc et la porte d'accès à l'escalier est inférieure à 10 mètres. Un sas peut toutefois être commun à deux compartiments au plus, contigus et installés au même niveau. Il ne contient ni dépôt de matériel ou de matériau, ni armoire ou tableau électrique. 	<p>Conforme</p> <p>Sans objet</p>
<p>§ 6. Si, au niveau de la sortie, des escaliers du parc aboutissent dans une même allée de circulation réservée aux piétons, cette dernière est d'une largeur égale à autant d'unités de passage qu'il y a d'escaliers y aboutissant avec une largeur d'au moins 0,90 mètre. Cette allée commune réservée aux piétons comporte au moins deux sorties judicieusement réparties et disposées de manière à éviter les culs-de-sac. Elle est isolée du reste du parc dans les conditions précisées au paragraphe 4 ci-dessus.</p> <p>Si les escaliers aboutissent à une porte donnant à l'air libre, cette porte doit comporter une ouverture d'une surface minimale de 30 décimètres carrés en partie haute.</p>	<p>Sans objet</p> <p>Sans objet</p>

Arrêté du 9 mai 2006 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (parcs de stationnement couverts) - Version consolidée au 20 décembre 2012	DISPOSITION PREVUES POUR LE PARC DE STATIONNEMENT
<p>§ 7. Les portes ou dispositifs de franchissement à l'usage des piétons pour sortir du parc de stationnement sont ouvrables par une seule manœuvre simple depuis l'intérieur du parc.</p> <p>Toutefois, le verrouillage de ces portes ou dispositifs de franchissement à l'usage des piétons peut être autorisé après avis favorable de la commission de sécurité sous réserve du respect des mesures énoncées ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> – chaque porte est équipée d'un dispositif de verrouillage électromagnétique conforme aux dispositions de l'annexe A de la norme NF S 61-937 ; – les portes ainsi équipées peuvent être commandées soit par un dispositif de commande manuelle (boîtier à bris de glace, par exemple) à fonction d'interrupteur intercalé sur la ligne de télécommande et situé près de la porte, soit par un dispositif de contrôle d'issues de secours conforme aux dispositions de l'annexe A de la NF S 61-934 le concernant (visant également les conditions de mise en œuvre), sans durée de temporisation. 	<p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p><i>La gestion des dispositifs de verrouillage/déverrouillage des issues sera centralisée sur une Unité de Gestion Centralisée des Issues de Secours (UGCIS) sur un module déporté et commun à la partie bureaux.</i></p>
<p>§ 8. Les portes ne servant pas à l'évacuation du public doivent porter la mention « SANS ISSUE » de manière apparente ou la désignation de l'affectation du local.</p>	<p>Conforme</p>
<p>§ 9. Dans les parcs de capacité inférieure ou égale à 100 véhicules ou ceux ne comportant qu'un seul niveau situé immédiatement au-dessus ou au-dessous du niveau de référence, et lorsque la rampe dispose d'une sortie spécifique pour les piétons depuis le parc, un trottoir d'au moins 0,90 mètre de largeur, aménagé le long de la rampe utilisée par les véhicules, peut remplacer un escalier et un seul lorsque plusieurs sont exigibles.</p>	<p>Sans objet</p>
<p align="center">Article PS 14 <i>Allées de circulation des véhicules</i></p>	
<p>Les rampes et allées de circulation des véhicules sont libres de tout obstacle sur une hauteur d'au moins 2 mètres.</p>	<p>Conforme</p>
<p>La hauteur maximale des véhicules admissibles est inscrite à l'entrée du parc.</p>	<p>Conforme</p>
<p>Les parties du parc réservées à la circulation des véhicules et formant un tunnel d'une longueur supérieure à 50 mètres respectent les dispositions suivantes :</p>	<p>Conforme</p>
<ul style="list-style-type: none"> – leur largeur est dimensionnée afin de permettre aux occupants de tout véhicule d'en sortir en cas d'immobilisation ; 	<p>Conforme</p>
<ul style="list-style-type: none"> – la distance maximale à parcourir pour sortir à pied d'un tel tunnel ou pour rejoindre une issue ou un niveau du parc est de 40 mètres ; 	<p>Conforme</p>
<ul style="list-style-type: none"> – lorsque le parc est équipé d'un système de désenfumage mécanique, le désenfumage mécanique du tunnel est pris en compte à raison de 	<p>Sans objet</p>
<ul style="list-style-type: none"> – elles disposent d'un éclairage de sécurité conforme à l'article PS 22 ; 	<p>Conforme</p>
<ul style="list-style-type: none"> – si le parc est équipé d'un système de détection incendie ou d'un système d'extinction automatique du type sprinkleur, ces systèmes sont étendus au volume du tunnel. 	<p>Conforme. Détection incendie prévue.</p>
<p align="center">Article PS 15 <i>Conduits et gaines</i></p>	
<p>Ces dispositions ne concernent pas les conduites d'eau en charge.</p>	<p><i>Les seuls conduits verticaux prévus sont destinés aux EP et aux alimentations électriques.</i></p>
<p>§ 1. Dispositions générales.</p> <p>Les conduits et gaines sont disposés de telle sorte qu'ils soient protégés des chocs éventuels de la part des véhicules.</p>	<p><i>Ces derniers seront encoffrés PF 1/2h</i></p> <p>Conforme</p>
<p>§ 2. Dispositions applicables aux conduits autres que ceux destinés au désenfumage.</p>	<p>Sans objet</p>
<p>§ 3. Dispositions applicables aux conduites de gaz combustibles.</p>	<p>Sans objet</p>

Arrêté du 9 mai 2006 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (parcs de stationnement couverts) - Version consolidée au 20 décembre 2012	DISPOSITION PREVUES POUR LE PARC DE STATIONNEMENT
Section III Aménagements	
Article PS 16 Matériaux	
Les parois des parcs de stationnement sont réalisées en matériaux de catégorie M0 ou A2-s2, d0.	Conforme
Les revêtements intérieurs des murs, plafonds et faux plafonds sont réalisés en matériaux de catégorie M1 ou B-s3, d 0.	Conforme
Si les produits d'isolation thermique ou acoustique utilisés ne sont pas réalisés au moyen de matériaux classés au moins :	Sans objet
Article PS 17 Sols	
Les sols présentent une pente suffisante pour que les eaux et tout liquide, accidentellement répandus, s'écoulent facilement en direction d'une fosse munie d'un dispositif de séparation ou vers tout autre système capable de retenir les liquides déversés. Cette fosse est d'une capacité de 0,5 mètre cube pour un parc d'une capacité inférieure à 250 véhicules et de 1 mètre cube dans les autres cas.	Conforme. La fosse séparative d'hydrocarbures est placée sous le niveau P0.
Pour éviter l'écoulement des liquides d'un niveau du parc vers les niveaux inférieurs, le sol de la rampe est surélevé de 3 centimètres à l'intersection des niveaux et des rampes desservant les niveaux inférieurs.	Conforme
Les sols sont réalisés en matériaux de catégorie M0 ou A2 _{FL} -s2.	Conforme
Les revêtements des sols peuvent être réalisés en matériaux de catégorie M3 ou C _{FL} -s2.	Conforme

Arrêté du 9 mai 2006 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (parcs de stationnement couverts) - Version consolidée au 20 décembre 2012	DISPOSITION PREVUES POUR LE PARC DE STATIONNEMENT
Section IV Installations techniques et électriques	
Article PS 18	
<p>§ 1. Généralités.</p> <p><i>Désenfumage</i></p> <p>Les installations de désenfumage permettent l'évacuation des fumées et des gaz chauds en cas d'incendie.</p> <p>Les installations de désenfumage et de ventilation du parc peuvent être communes. Le désenfumage du parc peut être réalisé par tirage naturel ou mécanique.</p> <p>La mise en place d'un dispositif anti-intrusion tel qu'un grillage ou une grille, installé au droit des ouvertures d'un parc de stationnement largement ventilé ou des bouches de désenfumage pour les autres parcs, ne doit pas réduire l'efficacité du désenfumage.</p>	<p><i>Parc largement ventilé cf. Article PS 3</i></p> <p><i>Voir le calcul correspondant à l'article PS 3</i></p>
§ 2. Désenfumage naturel.	<i>Sans objet : parc largement ventilé cf. Article PS 3</i>
§ 3. Désenfumage mécanique.	<i>Sans objet</i>
§ 4. Dispositions techniques.	<i>Sans objet</i>
4.1. Bouches de désenfumage naturel et mécanique :	<i>Sans objet</i>
4.2. Conduits de désenfumage :	<i>Sans objet</i>
4.3. Ventilateurs de désenfumage :	<i>Sans objet</i>
4.4. Dispositifs de commandes manuelles :	<i>Sans objet</i>
4.5. Le désenfumage des escaliers desservant les parcs de stationnement n'est pas obligatoire.	<i>L'escalier 1 (bureaux) est désenfumé dans les conditions de l'article PE 14.</i> <i>L'escalier de secours N°5 (angle sud-est) est à l'air libre</i>
<p>§ 5. Le recours à l'ingénierie du désenfumage est autorisé pour les parcs de stationnement couverts. Dans ce cas, le maître d'ouvrage fait appel à un organisme reconnu compétent par le ministre de l'intérieur. Après accord de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP/IGH, sur les hypothèses et les scénarios retenus, cet organisme produit un rapport d'étude qui précise notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les modèles et codes de calculs utilisés ; – les critères d'évaluation des risques ; – les conclusions au regard de ces critères. 	<i>Comme indiqué à l'article PS 7, il est envisagé de recourir à l'ingénierie du feu en phases d'études ultérieures (APD - PRO) pour la stabilité au feu</i>
Article PS 19 <i>Installations électriques</i>	
Les installations électriques sont conformes aux dispositions du décret n.88-1056 du 14 novembre 1988 du ministère chargé du travail et qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques et à ses arrêtés d'application, ainsi qu'aux normes auxquelles ils font référence.	<i>Conforme</i>
Les installations électriques des aires de stationnement sont réalisées dans les conditions requises par la norme NF C 15-100 pour ce qui concerne les locaux présentant des risques d'incendie (conditions d'influence externe BE 2). Celles qui sont implantées à moins d'un mètre cinquante du sol sont réalisées dans les conditions requises par la norme NF C 15-100 pour ce qui concerne les locaux présentant des risques mécaniques (conditions d'influence externe AG 4).	<i>Conforme</i>

Arrêté du 9 mai 2006 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (parcs de stationnement couverts) - Version consolidée au 20 décembre 2012	DISPOSITION PREVUES POUR LE PARC DE STATIONNEMENT
<p align="center">Article PS 20</p> <p align="center"><i>Alimentation électrique des installations de sécurité</i></p>	
<p>§ 1. Les installations suivantes bénéficient d'une alimentation électrique de sécurité :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les installations de détection automatique incendie non autonomes et les équipements qui y sont asservis ; – les monte-voitures ; – les ascenseurs utilisables par les personnes handicapées en cas d'incendie et ceux définis à l'article PS 5 ; – les moyens de secours en eau ; – les moyens de communication destinés à donner l'alerte ; – les moteurs des ventilateurs de l'installation de désenfumage mécanique. 	<p>Sans objet</p> <p>Sans objet</p> <p>Conforme. Utilisation du bloc d'ascenseurs N°1 cf. notice bureaux, article PE 25 § AS 4.</p> <p>Sans objet</p> <p>Conforme</p> <p>Sans objet</p>
<p>§ 2. L'alimentation électrique des installations de sécurité est réalisée en câbles de catégorie CR 1.</p>	<p>Conforme</p>
<p>Les câbles d'alimentation des installations de désenfumage propres à un compartiment ne sont pas disposés au-dessus des emplacements</p> <p>§ 3. Si la capacité d'accueil du parc est supérieure à 500 véhicules, l'alimentation électrique des installations de sécurité est réalisée au</p> <p>Lorsque l'alimentation électrique de sécurité est assurée par un groupe électrogène, le temps de commutation ne peut être supérieur à 15 secondes conformément aux dispositions de la norme NF EN 37-312.</p> <p>En l'absence de détection incendie dans le parc, il est admis de ne pas réaliser automatiquement la neutralisation des sécurités liées au fonctionnement du groupe Cette neutralisation est commandée localement ou à distance par une action manuelle en cas d'incendie et d'une absence simultanée d'alimentation électrique normale.</p>	<p>Sans objet</p> <p>Bien que non obligatoire dans le cadre de ce projet, l'alimentation électrique de sécurité sera assurée par le groupe électrogène secourant l'ensemble de l'Hôtel de Police.</p> <p>Sans objet. Une détection incendie est prévue.</p>
<p>§ 4. Si la capacité d'accueil du parc est inférieure ou égale à 500 véhicules, l'alimentation électrique des installations de sécurité est réalisée à partir d'une dérivation issue directement du tableau principal du bâtiment ou de l'établissement.</p>	<p>Voir § 3 supra.</p>
<p>§ 5. Le tableau de sécurité de l'établissement est installé dans un local de service électrique isolé par des parois et un plancher haut coupe-feu de degré 1 heure, EI 60, ou REI 60 en cas de fonction porteuse, la ou les portes étant coupe-feu de degré une 1/2 heure ou EI 30.</p>	<p>Conforme. Tableau placé en local technique à RdC à proximité de l'accès à l'escalier N°1.</p>
<p align="center">Article PS 21</p> <p align="center"><i>Eclairage normal</i></p> <p>Tout parc de stationnement comporte un éclairage normal réalisé conformément aux dispositions de l'article EC 6 des dispositions générales du règlement.</p>	<p>Conforme</p>
<p align="center">Article PS 22</p> <p align="center"><i>Eclairage de sécurité</i></p>	
<p>Tout parc de stationnement comporte un éclairage de sécurité limité à la fonction d'évacuation, conforme aux dispositions des articles EC 7 à EC 15 des dispositions générales du règlement.</p>	<p>Conforme</p>
<p>Les signaux blancs sur fond vert sont réservés au balisage des dégagements. L'éclairage d'évacuation est constitué par des foyers lumineux de sécurité répartis en une nappe haute et en une nappe basse, le long des allées de circulation des piétons. Chaque foyer restitue un flux lumineux de 45 lumens pendant une durée minimale d'une heure.</p>	<p>Conforme</p>
<p>Les foyers placés en partie basse sont situés au plus à 0,50 mètre du sol et permettent le repérage des cheminements à suivre pour évacuer le compartiment. La distance entre deux foyers lumineux situés dans la nappe haute ou dans la nappe basse n'excède pas 15 mètres.</p>	<p>Conforme</p>

Arrêté du 9 mai 2006 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (parcs de stationnement couverts) - Version consolidée au 20 décembre 2012	DISPOSITION PREVUES POUR LE PARC DE STATIONNEMENT
Les foyers lumineux en partie basse peuvent être encastrés dans le sol sous réserve de présenter les caractéristiques de résistance mécanique requises. En dérogation à l'article EC 9 des dispositions générales du règlement, s'ils sont encastrés dans le sol et à diode électroluminescente, leur flux lumineux produit pendant au moins une heure une intensité lumineuse minimale de 7 candelas sur un angle de 15 degrés de part et d'autre de l'axe du cheminement. Les couleurs des diodes ne doivent pas prêter à confusion en cas d'évacuation.	Sans objet
<p align="center">Article PS 23</p> <p align="center"><i>Chargement des batteries des véhicules électriques</i></p>	
Le nombre d'équipements et bornes de recharge d'accumulateurs de véhicules électriques est limité à trois par établissement. Leur puissance unitaire ou cumulée maximale est de 10 kW.	Conforme
Le nombre de prises électriques et, d'une manière générale, de systèmes de charge destinés à effectuer la charge des véhicules équipés de batteries et d'un chargeur interne ne dégageant pas d'hydrogène, ainsi que leur puissance, ne sont pas limités.	Conforme
<p align="center">Article PS 24</p> <p align="center"><i>Ascenseurs, ascenseurs de charge et monte-charge</i></p>	
§ 1. Les ascenseurs, ascenseurs de charge et les monte-charge sont construits et installés conformément aux spécifications de la directive 95/16/CE.	Ascenseurs utilisables : bloc 1 au sein de la partie bureaux, dans les conditions décrites dans la notice "bureaux" à l'article PE 25 § AS 4.
§ 2. Lorsque des ascenseurs accessibles aux personnes à mobilité réduite sont imposés, ils doivent également être utilisables en cas d'incendie pour l'évacuation de ces personnes. Ils répondent en outre aux dispositions suivantes :	Ascenseurs utilisables : bloc 1 au sein de la partie bureaux, dans les conditions décrites dans la notice "bureaux" à l'article PE 25 § AS 4.
§ 3. Les ascenseurs de charge utilisés pour déplacer les voitures jusqu'à leur niveau de stationnement sont construits et installés conformément aux spécifications de la directive 95/16/CE.	Sans objet

Arrêté du 9 mai 2006 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (parcs de stationnement couverts) - Version consolidée au 20 décembre 2012	DISPOSITION PREVUES POUR LE PARC DE STATIONNEMENT
Section V Secours contre l'incendie	
Article PS 25 <i>Surveillance</i>	
§ 1. La surveillance d'un ou plusieurs parcs de stationnement couverts d'une capacité unitaire inférieure ou égale à 1 000 véhicules est organisée par l'exploitant en application des dispositions de l'article R. 123-11 du Code de la construction et de l'habitation.	Sans objet
§ 2. La surveillance d'un parc de stationnement couvert d'une capacité supérieure à 1 000 véhicules se fait à partir d'un poste de sécurité	Sans objet
§ 3. La surveillance d'un parc de stationnement de capacité supérieure à 1 000 véhicules ou de plusieurs parcs de stationnement	Sans objet
§ 4. La surveillance d'un parc de stationnement peut être réalisée de manière commune avec celle d'autres activités, après avis de la commission de sécurité, et dans les conditions minimales suivantes : – la surveillance est effectuée depuis un poste de sécurité tel que défini à l'article PS 26 ; – dans le cas où les exploitants du parc et des autres activités sont distincts, un accord contractuel définit les obligations des parties pour ce	Conforme Conforme Sans objet
Article PS 26 Le poste de sécurité est : <i>Poste de sécurité</i>	
– d'accès aisé et implanté au plus, au premier niveau réservé au stationnement situé au-dessus ou au-dessous du niveau de référence ;	Poste de sécurité implanté à RdC dans un local technique à proximité du chef de poste, avec renvoi d'arme à ce dernier.
– accessible en permanence depuis le niveau d'accès des services de secours par une circulation ou un escalier devant satisfaire aux dispositions de l'article PS 13, § 4, ou au moyen d'un dispositif équivalent ;	Conforme
– en mesure de recevoir notamment les alarmes restreintes transmises par postes téléphoniques, déclencheurs manuels, installation de détection et/ou d'extinction automatique. De plus, les dispositifs de commande d'alarme, de compartimentage et de désenfumage définies à l'article PS 18, § 4.4, deuxième alinéa, doivent être regroupés à l'intérieur de celui-ci ;	Conforme
– protégé par des parois coupe-feu de degré 1 heure, REI 60 en cas de fonction porteuse, ou EI 60 et équipées de porte(s) pare-flammes de degré 1 heure ou E 60. Si, pour des raisons d'exploitation, des parties vitrées sont installées, elles sont pare-flammes de degré 1 heure ou E 60. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux façades.	Conforme
Il peut être implanté dans le local d'exploitation du parc.	Sans objet
Article PS 27 <i>Moyens de détection, d'alarme et d'alerte</i>	
§ 1. Chaque parc dispose d'un équipement d'alarme sonore et visuelle perceptible de tout point des compartiments et des circulations.	Conforme
L'équipement d'alarme est, au sens de l'article MS 62 des dispositions générales du règlement :	
– de type 1 dans les parcs de plus de 1 000 véhicules autres que les parcs de stationnement largement ventilés ;	Sans objet
– de type 3 dans les autres cas, y compris les parcs de stationnement largement ventilés, ainsi que dans les parcs d'une capacité supérieure à 1 000 places dotés d'un système d'extinction automatique du type sprinkleur.	Conforme
Les déclencheurs manuels sont disposés, à chaque niveau, dans les circulations à proximité immédiate de chaque escalier et, au rez-de-chaussée, à proximité des sorties. Ils sont placés à une hauteur maximale de 1,30 mètre au-dessus du niveau du sol et ne sont pas dissimulés par le vantail d'une porte lorsque celui-ci est maintenu ouvert. De plus, ils ne présentent pas une saillie supérieure à 0,10 mètre.	Conforme. Une détection incendie est en outre prévue, avec renvoi d'information au tableau d'alarme dans le local du chef de poste à RdC.

Arrêté du 9 mai 2006 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (parcs de stationnement couverts) - Version consolidée au 20 décembre 2012	DISPOSITION PREVUES POUR LE PARC DE STATIONNEMENT
Le déclenchement de l'alarme générale doit entraîner :	<i>Conforme</i>
– la décondamnation des issues verrouillées dans l'ensemble du parc ;	<i>Conforme</i>
– l'affichage à l'entrée des véhicules de l'interdiction d'accès ;	<i>Conforme</i>
– la diffusion d'un message préenregistré lorsque le parc dispose d'un équipement de sonorisation.	<i>Non prévu</i>
<p>§ 2. a) Dans les parcs d'une capacité inférieure ou égale à 1 000 véhicules, les dispositifs concourant au compartimentage sont asservis à des détecteurs autonomes déclencheurs ou à un système de détection automatique d'incendie ;</p> <p>b) Les parcs d'une capacité supérieure à 1 000 véhicules, autres que les parcs de stationnement largement ventilés et les parties situées</p> <p>c) Si l'ensemble du parc est doté d'un système d'extinction automatique du type sprinkleur, la détection automatique d'incendie généralisée</p>	<p><i>Sans objet</i></p> <p><i>Sans objet</i></p> <p><i>Sans objet</i></p>
§ 3. Lorsque l'exploitant d'un parc d'une capacité inférieure ou égale à 1 000 véhicules installe des équipements répondant à un niveau de sécurité plus exigeant que celui préconisé par le présent règlement, les commandes centrales de ces équipements sont regroupées soit dans un local isolé par des murs coupe-feu de degré 1 heure, REI 60 en cas de fonction porteuse, ou EI 60 avec un bloc-porte pare-flammes de degré 1 heure équipé de ferme-portes ou E 60-C soit dans le local d'exploitation s'il existe. Néanmoins, les commandes de désenfumage sont installées dans les conditions prévues par l'article PS 18, § 4.4.	<i>Conforme : Poste de sécurité implanté à RdC dans un local technique à proximité du chef de poste, avec renvoi d'arme à ce dernier.</i>
§ 4. Une liaison téléphonique par téléphone urbain permettant d'alerter les services de secours est installée dans le poste de sécurité s'il existe ou, le cas échéant et en l'absence de poste de sécurité, dans le local d'exploitation.	<i>Liaison téléphonique installée dans le local chef de poste.</i>
Article PS 28 <i>Prévention de l'incendie</i>	
<p>§ 1. A l'intérieur du parc il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> – de constituer des dépôts de matières combustibles ou de produits inflammables, y compris dans les boxes de remisage ; – d'ajouter du carburant dans les réservoirs des véhicules ; – de fumer ou d'apporter des feux nus. <p>Tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne sont effectués qu'après délivrance d'une autorisation écrite et éventuellement d'un « permis de feu » établis et signés par l'exploitant ou par la personne qu'il a nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, ces documents sont cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils ont nommément désignées.</p>	<p><i>Conforme</i></p> <p><i>Consigne à prendre en compte par l'utilisateur</i></p> <p><i>Consigne à prendre en compte par l'utilisateur</i></p> <p><i>Consigne à prendre en compte par l'utilisateur</i></p>
§ 2. Un registre de sécurité conforme aux dispositions de l'article R. 123-51 du Code de la construction et de l'habitation est ouvert et tenu à jour. Le cas échéant, il comporte les accords visés aux articles PS 7 et PS 25.	<i>Consigne à prendre en compte par l'utilisateur</i>
<p>§ 3. Lors de toute demande de permis de construire ou d'autorisation de travaux non soumis au permis de construire, les dossiers prévus à l'article R. 123-24 du Code de la construction et de l'habitation sont fournis avec une notice récapitulant les dispositions prises pour satisfaire aux mesures prévues par le présent règlement.</p> <p>Les documents de détail intéressant les installations techniques prévus à l'article R. 123-25 du Code de la construction et de l'habitation doivent pouvoir être fournis par le constructeur ou l'exploitant avant le début des travaux portant sur ces installations ; ils sont alors communiqués à la commission de sécurité.</p>	<p><i>Conforme</i></p> <p><i>Conforme. Cf. article GE2 de l'arrêté du 25 juin 1980</i></p>

Arrêté du 9 mai 2006 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (parcs de stationnement couverts) - Version consolidée au 20 décembre 2012	DISPOSITION PREVUES POUR LE PARC DE STATIONNEMENT
<p align="center">Article PS 29 <i>Moyens de lutte contre l'incendie</i></p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie suivants sont prévus :</p>	
<p>§ 1. <i>a)</i> Des extincteurs portatifs de 6 kilogrammes ou 6 litres appropriés aux risques ; l'exploitant pouvant opter pour l'une ou l'autre des formules suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – soit disposer un appareil à chaque niveau, au droit de chaque issue et dix appareils supplémentaires à proximité du poste de sécurité ou du local d'exploitation ; – soit répartir les appareils judicieusement à raison d'un pour quinze véhicules ; <p><i>b)</i> Une caisse de 100 litres de sable meuble pour chaque niveau, munie d'une pelle, placée à proximité de chaque rampe.</p>	<p><i>Solution retenue : 265 / 15 = 18 appareils répartis à raison de 3 par niveau.</i></p> <p><i>Conforme</i></p>
<p>§ 2. Un système d'extinction automatique du type sprinkleur est installé dans les parcs de stationnement couverts à partir du troisième niveau au-dessous ou au-dessus du niveau de référence. Toutefois, cette mesure n'est pas obligatoire dans les cas suivants :</p> <p><i>a)</i> Il s'agit d'un parc de stationnement largement ventilé ;</p> <p><i>b)</i> Les deux conditions suivantes sont réunies :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le parc ne comprend pas plus de trois niveaux immédiatement au-dessus ou au-dessous du niveau de référence ; – la capacité de chaque niveau extrême (R + 3 et R – 3) est inférieure ou égale à 100 véhicules ; <p><i>c)</i> Le parc est d'une capacité inférieure ou égale à 250 véhicules et les dispositions suivantes sont satisfaites dans les niveaux situés immédiatement au-dessous du niveau de référence :</p>	<p><i>Sans objet</i></p> <p><i>Oui</i></p> <p><i>Sans objet</i></p> <p><i>Sans objet</i></p> <p><i>Sans objet</i></p> <p><i>Sans objet</i></p>
<p>§ 3. Pour les parcs comportant au moins trois niveaux immédiatement au-dessus ou au-dessous du niveau de référence, des colonnes sèches de 65 millimètres sont disposées dans les cages d'escaliers ou dans les sas et comportent à chaque niveau, dans les sas, une prise de 65 millimètres et deux prises de 40 millimètres. Cette disposition impose la mise en place d'un ou plusieurs poteaux ou bouches d'incendie de 100 millimètres de diamètre, branchés sur une canalisation d'un diamètre au moins égal et implantés à moins de 60 mètres des orifices d'alimentation des colonnes sèches.</p>	<p><i>Conforme. 2 orifices d'alimentation sont prévus en façade Est à moins de 60m du Pl situé à l'angle Cazotte / Matouba.</i></p> <p><i>Les sorties des colonnes sèches seront implantées :</i></p> <p><i>Côté Nord :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> * à RdC à l'entrée du parc sur la cour de service * en étage sur la terrasse à l'air libre entre les bureaux et le parc de stationnement. <p><i>Côté Sud :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> * Dans la cage d'escalier 5 (angle sud-est) à tous niveaux
<p align="center">Article PS 30 <i>Consignes</i></p> <p>Des consignes sur support inaltérable sont affichées. Elles indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> – près des issues et des accès aux escaliers, les différentes interdictions générales et la conduite à tenir en cas d'incendie ; – en partie haute des rampes d'accès des véhicules, dans le hall d'immeuble si les issues pour piétons y aboutissent ou dans le débouché à l'air libre et près de l'issue la plus proche de la voie publique, les plans d'ensemble du parc (implantation, coupes, niveaux, moyens de secours...) ; – à l'entrée du parc : les consignes générales sur la conduite à tenir en cas d'incendie, le plan d'ensemble, les modalités d'appel des services de secours et de lutte contre l'incendie. 	<p><i>Consigne à prendre en compte par l'utilisateur</i></p> <p><i>Consigne à prendre en compte par l'utilisateur</i></p> <p><i>Consigne à prendre en compte par l'utilisateur</i></p>

Arrêté du 9 mai 2006 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (parcs de stationnement couverts) - Version consolidée au 20 décembre 2012	DISPOSITION PREVUES POUR LE PARC DE STATIONNEMENT
Section VI Qualité de l'air	
Article PS 31 <i>Ventilation et surveillance de la qualité de l'air</i>	<i>Sans objet, le parc étant largement ventilé</i>
Section VII Contrôles et visites	
Article PS 32 <i>Maintenance et vérifications</i>	<i>Consignes à prendre en compte par l'utilisateur</i>
Article PS 33 <i>Contrôle par les commissions de sécurité</i>	
La demande d'ouverture présentée par l'exploitant conformément à l'article R. 123-45 du Code de la construction et de l'habitation est communiquée à la commission de sécurité qui procède alors à la visite de réception lorsqu'il s'agit de parcs d'une capacité supérieure à 250 véhicules ou à la demande du maire.	<i>Conforme</i>
La seule commission compétente pour les parcs d'une capacité supérieure à 1 000 véhicules est la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP/IGH.	<i>Sans objet</i>
L'exploitant doit être en mesure de communiquer à la commission les dossiers de renseignements de détail des installations techniques mis à jour après exécution des travaux et les rapports des organismes ou personnes chargés des vérifications techniques imposées par le présent règlement.	<i>Consignes à prendre en compte par l'utilisateur</i>
La périodicité des visites de contrôle par les commissions de sécurité est fixée de la manière suivante : – pour les parcs de stationnement couverts isolés : une fois tous les cinq ans pour les parcs de plus de 250 véhicules ; – pour les parcs annexés à un ou plusieurs établissement(s) recevant du public : lors des visites périodiques de l'établissement recevant du public le moins fréquemment visité avec un minimum d'une fois tous les cinq ans. La fréquence des contrôles peut être modifiée, s'il est jugé nécessaire, par arrêté du maire ou du préfet après avis de la commission de sécurité.	<i>Sans objet</i> <i>Consignes à prendre en compte par l'utilisateur</i>
Section VIII Etablissements existants	
Article PS 34 <i>Mesures applicables aux établissements existants</i>	<i>Sans objet</i>
Section IX Parcs de stationnement particuliers	<i>Sans objet</i>
Sous-section I	<i>Sans objet</i>
Article PS 35 <i>Généralités</i>	
Les dispositions de la présente sous-section sont applicables aux parcs de stationnement à rangement automatisé tels que définis à	<i>Sans objet</i>
Sous-section II Parcs de stationnement couverts accessibles aux véhicules de transport en commun	<i>Sans objet</i>